

MICHAEL O'FLAHERTY

# LES 12 MILLIONS IGNORÉS





# **LES 12 MILLIONS IGNORÉS**

Les voix irrépessibles des femmes des communautés  
de Roms et de Gens du voyage

**Michael O'Flaherty**

Edition originale en anglais :  
THE UNHEARD 12 MILLION  
The Unstoppable Voices of Roma  
and Traveller women

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots)  
est autorisée, sauf à des fins commerciales,  
tant que l'intégrité du texte est préservée,  
que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte,  
ne donne pas d'informations incomplètes  
ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à  
la nature, à la portée et au contenu de ce  
texte. Le texte source doit toujours être cité  
comme suit : « © Conseil de l'Europe, année  
de publication ».

Toute autre correspondance concernant  
cette publication doit être adressée au  
Bureau du Commissaire aux droits de  
l'homme

Éditions du Conseil de l'Europe - F-67075  
Strasbourg Cedex <http://book.coe.int>

© Conseil de l'Europe, octobre 2025

Imprimé dans les ateliers du  
Conseil de l'Europe.

Crédits photo :

Page de couverture et pages 4-5, 6-7, 10-11, 13, 16-  
17, 18-19, 20-21, 24, 26-27, 31, 33, 38-39, 41-42, 44-  
45, 50-51, 53 (en haut), 55, 63, 66-67, 69, 73, 75, 77,  
© Conseil de l'Europe/Giorgos Moutafis

Quatrième de couverture et pages 8-9, 14-15, 22-  
23, 35, 53 (bas de page), 59, 60, 78, © Conseil de  
l'Europe/Candice Imbert

Page 46, avec l'autorisation de REDI Recycling,  
Macédoine du Nord

Page 47, avec l'autorisation de Voice of Romni,  
Ukraine

Page 49, avec l'autorisation de la société artistique  
The Untold Stories

Page 56-57, avec l'autorisation du Centre de  
documentation et de culture des Sintés et des Roms  
allemands/Lars Kehrel

Page 58, avec l'autorisation du Centre de  
documentation et de culture des Sintés et des Roms  
allemands/Fionn Große

Page 61, avec l'autorisation de l'Institut européen  
des arts et de la culture rom (IEACR)

Page 62, 64, 71, © Conseil de l'Europe/Alban Hefti

Page 70, avec l'autorisation d'E-Romnja, Roumanie

Conception et mise en page: Conseil de l'Europe,  
Commissaire aux droits de l'homme

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	<b>5</b>
<b>Regardons-nous en face</b>	<b>7</b>
<b>Les arbres fleurissent sur cette terre</b>	<b>12</b>
<b>Des blessures ouvertes</b>	<b>21</b>
<b>Le grand espoir de Polyxeni, un voyage scolaire</b>	<b>30</b>
<b>Un nouveau rêve pour Sofia</b>	<b>43</b>
<b>Balles, peur et déni de justice</b>	<b>50</b>
<b>Les arts de la résilience</b>	<b>58</b>
<b>Que faisons-nous face à l'un des plus gros scandales Européen en matière de droits humains ?</b>	<b>65</b>
<b>Une réelle urgence</b>	<b>72</b>
<b>Il y va de notre responsabilité</b>	<b>74</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>76</b>
<b>Notes de fin</b>	<b>79</b>



*J'ai rencontré des femmes et la directrice de la maternelle du quartier Agia Sofia à Thessalonique, en Grèce.*



# REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux membres des communautés de Roms et des Gens du voyage, en particulier aux femmes et aux filles, qui ont généreusement partagé leur temps et leurs expériences vécues avec moi et mon équipe dans le cadre de mon travail. Certains de leurs témoignages font partie intégrante de cet ouvrage.

Je remercie sincèrement les organisations de la société civile des Roms et des Gens du voyage, ainsi que les défenseurs des droits humains de ces communautés, y compris les participants à la réunion de consultation d'experts intitulée « Défendre les droits humains des Roms et des Gens du voyage dans l'espace du Conseil de l'Europe », organisée par mon bureau à Strasbourg les 9 et 10 septembre 2024, pour leurs contributions importantes.

Je remercie également les autorités finlandaises, grecques, irlandaises, macédoniennes et slovaques pour leur aide dans l'organisation de mes visites dans leur pays entre juin 2024 et avril 2025. Les échanges tenus lors de ces visites ont largement éclairé la rédaction de cet ouvrage.

Je tiens à remercier Jenny Tsiropoulou, journaliste, productrice de podcasts et documentariste, Giorgos Moutafis, photjournaliste, ainsi que les organisations qui ont autorisé la reproduction des images, la Division des Roms et Gens du voyage du Conseil de l'Europe et les autres membres du personnel du Conseil de l'Europe qui ont contribué à la préparation de cette publication.

Michael O'Flaherty



# REGARDONS-NOUS EN FACE

Au fil des années consacrées à la protection et à la promotion des droits humains, les voix des femmes et des filles roms et issues des Gens du voyage que j'ai rencontrées n'ont cessé de résonner avec force et clarté.

De ce voyage réalisé en tant que Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, ces rencontres resteront, une fois de plus, les souvenirs les plus poignants.

En Slovaquie orientale, j'ai rencontré une femme rom qui avait été stérilisée de force.

Elle m'a expliqué qu'il ne s'agissait pas seulement d'une blessure ancienne. C'était quelque chose qui, des décennies plus tard, continuait de dévaster sa vie. Elle venait de perdre son seul enfant et se retrouvait soudain seule, dans une situation de précarité, confrontée à une immense incertitude et une profonde insécurité en avançant en âge.

Elle vit dans un lieu de vie informel situé à Hermanovce, connu sous le nom de « campement insulaire », car il est fréquemment inondé lors de fortes pluies.

Elle m'a indiqué qu'à ce jour, les femmes n'ont toujours pas obtenu la réparation à laquelle elles ont droit pour des actes que l'État lui-même a reconnus comme indignes.

Aujourd'hui encore, elle continue de réclamer justice.

Elle a uni ses forces avec celles d'autres femmes roms qui ont survécu aux stérilisations forcées menées entre les années 1960 et le début des années 2000. Ensemble, et avec l'appui de la société civile, elles exigent que l'État assume ses responsabilités.

Leurs actions constituent un puissant exemple de la manière dont les femmes roms, victimes de telles violations, résistent et revendiquent leurs droits.

Mais la question essentielle est celle-ci : que font la société et les institutions – au-delà des déclarations – pour réellement respecter, protéger et promouvoir leur sécurité et leur dignité, et pour garantir la justice ?

En Irlande, une femme *traveller* m'a accueilli dans une aire d'accueil pour *Travellers* (halting site) où elle vit avec sa famille. Son fils adolescent se trouvait là avec ses amis, occupés à leurs activités, et leurs rires résonnant à travers le site. Elle m'a parlé de l'importance d'aider les jeunes à trouver un but, quelque chose dont ils puissent être fiers, malgré les difficultés du quotidien.

C'est cette mère, accompagnée de nombreuses autres, qui m'a ensuite conduit au cimetière où elles avaient organisé l'inauguration d'un monument dédié aux *Travellers* morts par suicide.

Ces femmes se sont réunies pour lutter contre des taux de suicide aussi choquants qu'inacceptables chez les jeunes femmes et hommes de la communauté des *Travellers*, et ont réussi à imposer cette question urgente dans le débat public en Irlande.

À partir de juin 2024 et pendant un an, j'ai voyagé dans de nombreux pays. J'ai été chaleureusement accueilli dans la vie de nombreuses femmes et de nombreux hommes, filles et garçons, issus des communautés de Roms et de Gens du voyage. J'ai visité leurs maisons, leurs quartiers, leurs lieux de vie et leurs aires d'accueil, et j'ai échangé avec des défenseurs des droits des Roms et des Gens du voyage qui œuvrent pour le changement partout en Europe.

J'ai été témoin de conditions de vie seulement que je ne pouvais comparer qu'aux ruines aperçues dans des zones de guerre ou dans certains des endroits les plus démunis de la planète.

J'ai vu la vie sans eau. La vie sans électricité. Les privations que nous acceptons de laisser perdurer.

Il est révoltant que, dans certaines régions où infrastructures et financement existent, des communautés continuent de se heurter aux murs de l'antitsiganisme<sup>1</sup> et à l'absence de perspectives.

J'ai vu le leadership, la créativité et le courage des femmes et des filles des communautés de Roms et de Gens du voyage. Mais j'ai aussi constaté le manque d'espace et de volonté politique pour les écouter et les soutenir. Et le sexisme auquel elles sont confrontées – parmi bien d'autres formes de préjugés et discriminations.

J'ai rencontré des familles roms qui avaient enterré leur enfant dont la vie avait été fauchée par des tirs policiers.

Et lorsque je les ai quittées, une question m'a taraudé : combien de temps faudra-t-il attendre pour que les vies et les opportunités, actuelles et futures, de chacun d'entre nous, soient protégées et puissent s'épanouir de manière égale ?

Au cours de cette année, j'ai vu beaucoup d'autres choses.

J'ai vu le feu de la résistance collective, la force de l'unité et une solidarité inébranlable.

J'ai vu des fleurs éclore à travers le béton durci.

J'ai vu des défenseurs des droits humains prêts à tout risquer. Intervenant pour combler le vide laissé par l'État.

Mais la charge est bien trop lourde pour que quelques-uns puissent la porter tout seuls. Combien de temps pourront-ils tenir sans un système qui soutienne réellement leur travail, au lieu de les dénigrer ou de louer leur résilience à distance ?

Un jour, un journaliste m'a demandé pourquoi je voulais utiliser ma voix pour amplifier et soutenir celles des Roms et des Gens du voyage.

Parce que dans l'Europe actuelle, trop de Roms et de Gens du voyage continuent d'affronter une situation intolérable : celle du racisme<sup>2</sup> et d'une discrimination flagrantes, dans presque tous les domaines de la vie. Trop vivent dans une pauvreté extrême, dans la ségrégation et l'exclusion. Et trop d'entre nous - qui avons



*Aire de jeux pour enfants dans une aire d'accueil pour Travellers à Dublin, Irlande.*



la responsabilité d'agir - n'en font tout simplement pas assez. Les Roms et les Gens du voyage constituent la plus grande minorité d'Europe.

Sur le continent, ils sont 10 à 12 millions. Dans l'Union européenne, 6 millions<sup>3</sup>.

Et la situation de certaines communautés est alarmante.

Quelle que soit la langue dans laquelle ces personnes racontent leur histoire, elles sont nombreuses à subir préjugés et violences.

Au fil de ces pages, nous allons faire un voyage ensemble, qui ne sera pas toujours facile.

Nous examinerons les conditions de vie difficiles auxquelles de nombreuses communautés sont confrontées en Europe, l'impact sur leur santé et sur leur accès aux soins, ainsi que le parcours des survivantes de la stérilisation forcée pour obtenir justice et réparation. Nous verrons de quelle façon les obstacles à l'éducation et à l'emploi peuvent empêcher de nombreuses personnes de s'épanouir.

Nous aborderons aussi la question des violences policières et examinerons les obstacles qui se dressent entre ces communautés et la justice. Nous étudierons leur histoire – y compris l'Holocauste, qui reste largement méconnue, et rendrons hommage aux arts, à la culture et aux langues des Roms et des Gens du voyage.

Nous examinerons ce que font les institutions – et surtout ce qu'elles ne font pas. Nous rendrons hommage à celles et ceux qui sont présents quand personne d'autre ne l'est : les défenseurs des droits humains et les institutions nationales chargées de la protection des droits humains et de l'égalité.

Et au terme de ce voyage, une question s'imposera : et maintenant ? Un ensemble de mesures doit être pris pour instaurer un cadre de protection réellement effectif pour tous.

Nous devons nous regarder en face.

Réfléchir, affronter nos préjugés et ceux des gens que nous rencontrons.

Choisir de nous dresser contre les inégalités et les injustices.

Et agir - maintenant - en mobilisant tous nos moyens, pour apporter soutien et solidarité aux Roms et Gens du voyage de toute l'Europe.

Ce lieu de vie informel rom situé dans le village d'Hermanovce, en Slovaquie, est connu sous le nom de « campement sur l'île ».





# LES ARBRES FLEURISSENT SUR CETTE TERRE

## Lorsqu'un logement adapté reste un vœu

Emília a préparé du riz ce matin. Ses trois enfants en raffolent. Mais les rats se sont servis. D'habitude, elle pense à cacher les vivres dans trois ou quatre pots de fer mais là, elle était pressée.

La baraque d'Emília est une construction composée de tous les matériaux que sa famille a pu trouver dans les gravats. La chambre de ses enfants est si exigüe qu'une seule personne tient à peine dedans.

« Désolée pour l'humidité, dit-elle. Il a plu hier, et chaque fois qu'il pleut, notre maison est inondée ».

Malgré ces conditions difficiles, les enfants rient, courent et se chamaillent.

Le ciel s'assombrit de nouveau. Une autre tempête automnale s'annonce et Emília commence à rassembler ses maigres affaires avant de trouver refuge dans l'église.

Une rivière terreuse et stagnante serpente dans la zone.

Là où la route pavée s'arrête, commence un promontoire boueux, isolé du reste du monde.

Ce n'est ni une fiction, ni un lointain souvenir. Mais l'Europe des années 2020.

### « *Mon rêve, c'est ...* »

Je me trouve dans un lieu de vie informel où vivent des communautés roms, à Jarovnice, en Slovaquie. Depuis la porte ouverte d'une cabane sans mobilier et sans équipement, je vois la lueur d'un écran bien familier qui éclaire l'intérieur sombre

« Je m'appelle Denisa. Je vais dans une école réservée aux enfants roms. Pendant la pandémie de covid-19, on nous a donné des tablettes et un accès à internet », m'explique l'adolescente souriante qui m'accueille dans le logement familial.

« J'adore les séries télévisées, mais ici, nous avons rarement l'eau ou l'électricité. Désolée que mes vêtements ne soient pas propres et mes cheveux bien peignés », s'excuse-t-elle.

« Mon rêve ? »

« Avoir l'eau et l'électricité à la maison, pour pouvoir terminer le lycée. C'est ça, mon rêve.. »

J'entends les échos de ces rêves et de ces vœux dans d'autres lieux de vie que je visite. L'équipement de base nécessaire – et encore manquant – qui leur permettrait de construire leur avenir librement.

Il est intolérable que les femmes et les filles que je rencontre se sentent obligées de s'excuser.

Il est intolérable que nos sociétés et institutions choisissent d'ignorer que ces familles, génération après génération, sont plongées dans la pauvreté et privées des besoins de base.

Un foyer sûr et sain – ce dont tout enfant devrait impérativement bénéficier – reste, pour bien trop d'enfants roms, le plus grand des rêves.

### ***Des bulldozers, un incendie et après ?***

« Nous avons une belle vue », déclare un adolescent rom, en contemplant l'un des quartiers les plus huppés de Thessalonique, en Grèce. « Mais nous vivons au milieu des déchets », ajoute-t-il.

Nous traversons un terrain vague parsemé de logements de fortune, à plusieurs kilomètres du tissu urbain de la

ville, entouré de décombres. Dans le lieu de vie informel de Tsairia, 40 familles roms supportent ces conditions de vie.

Un câble commence à fumer, surchauffé par un soleil d'été brûlant et par les tas de débris inflammables disséminés tout autour. La collecte des déchets est inexistante et les débris provenant d'autres quartiers sont déversés ici.

Quand on a un foyer sûr, chaque saison porte sa part de beauté. Mais lorsque l'on vit à découvert, dans un tel lieu, chaque saison amène ses épreuves.

Il n'y a pas d'électricité ici. Sans accès stable à l'énergie, les gens vivent en situation de précarité énergétique<sup>4</sup>. Pour obtenir de l'électricité, même temporairement, ils sont contraints d'escalader les poteaux électriques, au risque d'être électrocutés ou de faire une chute mortelle. Beaucoup me disent qu'ils ont aussi été condamnés à des amendes pour ces branchements de fortune.

Il n'y a pas non plus d'approvisionnement en eau.

Certains habitants portent de lourds bidons d'eau. Parfois, ils parviennent à s'approvisionner en eau potable dans un refuge pour chiens proches de chez eux, grâce à la gentillesse de son propriétaire.

Malgré cela, juste à côté du lieu de vie informel, la construction d'un parc technologique de quatrième génération, conçu pour faire de Thessalonique la « capitale de l'innovation », a commencé.

Mais pour les Roms, il est peu probable que cela améliore les conditions de vie.

Les bulldozers représentent au contraire une menace pour leurs foyers.

J'ai appris qu'un matin, les autorités locales sont arrivées sans prévenir et ont démolé plusieurs logements. Elles prévoyaient de raser la totalité du lieu de vie informel, sans aucun plan de relogement. Elles n'ont été stoppées



Vue aérienne du lieu de vie de Tsairia à Thessalonique, en Grèce.

que lorsque la Cour européenne des droits de l'homme a ordonné à la Grèce de ne pas expulser les familles restées dans le lieu de vie informel.

Dans la Bulgarie voisine, en dépit d'un autre arrêt de la Cour, plus de 200 Roms du quartier de Zaharna Fabrika, à Sofia, ont vu leurs logements démolis en une seule journée<sup>5</sup>.

Sous une surveillance policière renforcée et sous la menace d'un canon à eau, le 15 avril 2025, adultes et enfants, malades et personnes âgées se sont retrouvés à dormir dans la rue, sans aucune assistance. Dans les jours qui ont suivi, alors que leur situation devenait critique, ils ont été confrontés à des refus de toutes parts : « Vous ne pouvez pas vous installer ici – ni là ».

Depuis, la ville a promis un programme de logements sociaux, avec le soutien de partenaires européens – un engagement attendu de longue date qui redonne aujourd'hui de l'espoir aux habitants<sup>6</sup>.

À Istanbul, en Türkiye, j'entends parler de familles roms touchées par les séismes dévastateurs qui ont frappé le sud-est du pays il y a quelques années, tuant plus de

50 000 personnes et laissant plusieurs millions d'habitants sans abri, selon les estimations. « Le séisme a aussi touché nos logements. Mais les personnes de nos communautés ont eu du mal à obtenir une aide financière et des préfabriqués. Elles ont même été éloignées des points d'aide ».

De retour en Grèce, la communauté de Tsairia n'abandonne pas.

« Nous avons appelé le bureau du maire pour obtenir un rendez-vous, mais il n'est jamais disponible », dit un jeune père.

Des familles ont essayé de louer un logement en ville, mais les propriétaires refusent souvent de louer à des Roms. D'autres ont mis en commun leurs économies pour acheter un terrain dans la ville d'Héraklion Lagkada et y installer des caravanes, mais les voisins les ont incendiés pendant la nuit.

« Je suis né ici, j'ai servi dans l'armée et je paie des impôts. Pourquoi mes enfants et moi-même devrions-nous subir autant de racisme ? » demande cet homme qui, au final, n'a eu d'autre choix que de retourner dans son lieu de vie.



*Un mur sépare l'aire d'accueil d'Avila Park de son quartier voisin à Dublin, en Irlande.*

## **De multiples versions du « chez-soi », une seule et même revendication**

Je me retrouve dans un lieu que je connais bien : l'Irlande, ma terre natale.

Quelques rayons de soleil percent l'air glacé de l'hiver, comme s'ils tentaient de l'adoucir.

Je traverse le boulevard et emprunte une route secondaire. Cachée derrière les murs se trouve une aire d'accueil pour des familles *travellers*.

Un *Traveller* me fait signe d'approcher. Avec fierté, il me montre une magnifique roulotte verte à toit arrondi, peinte de motifs bleus, rouges et jaunes. Il a passé une partie de son enfance dans une autre roulotte, en voyage avec sa famille.

« Notre vie était merveilleuse », dit-il avec nostalgie.

Aujourd'hui, cette roulotte est présentée partout en Irlande, lors de foires et autres manifestations, où l'histoire de sa fabrication et de son usage est racontée, pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli.

Autrefois nomade, se déplaçant dans des roulottes tirées par des chevaux, les familles *travellers* vendaient des tapis, des tissus ou des fruits, et soutenaient les communautés et les économies locales grâce à des services artisanaux.

Cependant, depuis de nombreuses années maintenant, la législation relative à la violation de la propriété privée et d'autres textes continuent de restreindre leurs déplacements et, à l'instar d'autres communautés européennes confrontées à de telles restrictions, seuls quelques *Travellers* continuent de voyager aujourd'hui<sup>7</sup>. « Loin des yeux, loin du cœur », disent-ils avec amertume. Ils expriment leur sentiment d'être emprisonnés dans les aires d'accueil où ils vivent aujourd'hui, souvent séparés du reste de la ville par de hauts murs.

Je vois de mes propres yeux ce qu'ils veulent dire.

Les caravanes sont délabrées, sans électricité, sans toilettes, sans eau chaude pour cuisiner ou se laver. Il n'y a pas un coin de verdure en vue, seuls des gravats dangereux où les enfants tentent de jouer. Il n'y a pas d'espace pour les hangars de stockage ni d'endroit pour les chevaux, pourtant essentiels à la culture et à l'économie des *Travellers*.



Une caravane : un aire d'accueil pour les *Travellers* à Finglas, Dublin, Irlande.

Certaines aires d'accueil sont tellement surpeuplées que les familles sont forcées d'aller où elles peuvent, déchirant ainsi les solides réseaux familiaux dont dépend la survie des *Travellers* depuis des générations.

« Lentement mais sûrement, ils tentent de briser cette culture », affirme une femme *traveller*, en évoquant le mépris des autorités locales à l'égard d'une communauté qui souhaite seulement vivre dans le respect de ses traditions.

Pour de nombreux Roms et Gens du voyage à travers l'Europe, un droit fondamental est refusé : l'égalité, à commencer par un lieu sûr et sécurisé où vivre dans la paix et dans la dignité<sup>8</sup>.

Un espace avec de l'eau chaude, une connexion internet, des lumières qui s'allument à l'heure du dîner, et un lit chaud pour dormir.

Cet endroit où, à la fin d'une longue journée, on se sent chez soi.

## ***Un trousseau de clés pour eux***

Le bus 11 relie le centre-ville de Košice au quartier Luník IX, l'un des plus grands quartiers roms de Slovaquie.

J'ai entendu dire que ce serait le bus le plus ancien de la ville, sans service de nettoyage.

Environ 4 000 personnes vivent ici dans des conditions très pauvres. La plupart des bâtiments n'ont pas accès à l'eau. Les canalisations sont dangereuses et anciennes. Dans les logements qui ont accès à l'eau, les services d'approvisionnement ne fonctionnent qu'une à deux heures par jour et uniquement au rez-de-chaussée.

J'ai vu comment dix, voire vingt membres d'une famille sont entassés dans 70 à 90 mètres carrés.

Ils m'ont expliqué que, lorsque l'ascenseur ne fonctionne pas, les personnes âgées et celles en situation de handicap restent coincées aux étages.

Malgré cela, je vois des signes d'espoir.

Des ONG, en partenariat avec les communautés roms et les municipalités, s'emploient à améliorer ces conditions désastreuses. Les programmes mis en œuvre à Luník IX et dans d'autres parties de l'est et du centre de la Slovaquie englobent des microcrédits, des locations de terrain et des séminaires sur la construction et la gestion financière<sup>9</sup>.

D'autres efforts sont déployés ailleurs en Europe.

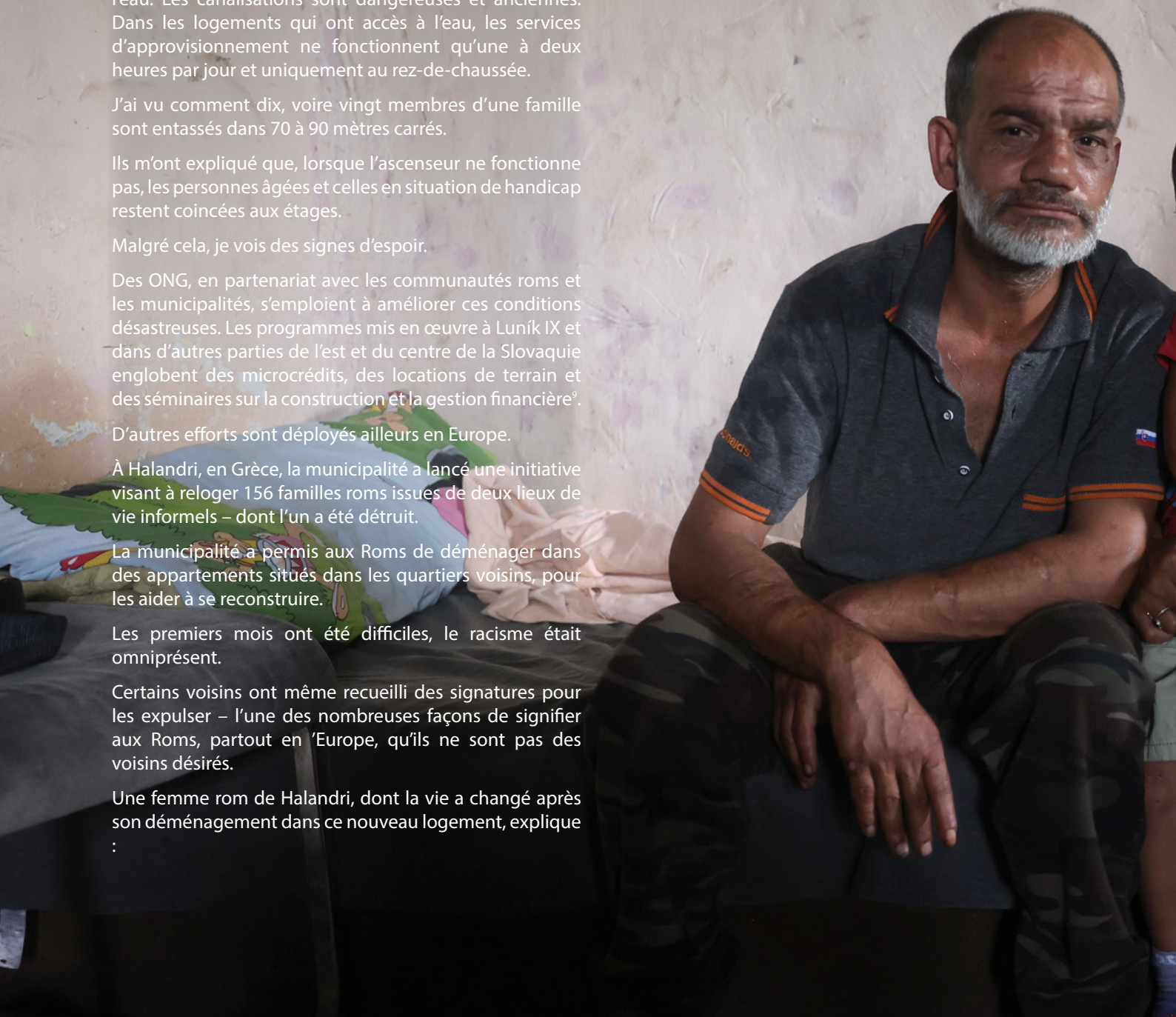
À Halandri, en Grèce, la municipalité a lancé une initiative visant à reloger 156 familles roms issues de deux lieux de vie informels – dont l'un a été détruit.

La municipalité a permis aux Roms de déménager dans des appartements situés dans les quartiers voisins, pour les aider à se reconstruire.

Les premiers mois ont été difficiles, le racisme était omniprésent.

Certains voisins ont même recueilli des signatures pour les expulser – l'une des nombreuses façons de signifier aux Roms, partout en Europe, qu'ils ne sont pas des voisins désirés.

Une femme rom de Halandri, dont la vie a changé après son déménagement dans ce nouveau logement, explique :





« Au début, j'avais peur de quitter le lieu de vie informel, peur de l'inconnu. Mais au fil des années, les choses ont évolué. Mes enfants sont allés à l'école et, pour la première fois, ils ont pu inviter des amis chez eux. Je rentrais du travail, je me reposais et je prenais un café. Nous avons fait connaissance avec les voisins, des amitiés se sont créées. Dans une maison, on vit en paix . »

À Cluj-Napoca, en Roumanie, le projet Pata-Cluj, subventionné par la Norvège, a permis à des dizaines de familles de quitter un lieu de vie informel isolé, situé près d'une décharge à Pata-Rât, pour vivre en appartement à l'intérieur de la ville<sup>10</sup>. « Les membres de la communauté rom, les travailleurs sociaux et - élément crucial - une forte volonté politique se sont réunis », indique Sheena Keller, experte en matière d'inclusion sociale et défenseure des droits des Roms, actuellement haute responsable sectorielle chargée des subventions de l'EEE et de la Norvège.

Mais le projet ne s'est pas limité au relogement.

« Il s'est poursuivi avec un accompagnement psychosocial, une aide à l'emploi et un soutien systématique pour la scolarisation des enfants. Cette approche holistique à long terme, répondait parfaitement aux besoins. Y a-t-il eu des défis ? Bien sûr. Mais ce projet illustre véritablement ce que signifie l'inclusion. »

Les besoins de la communauté restent urgents, mais la vie de certaines familles commence à changer.

*Une famille vivant dans le quartier de Luník IX de Košice en Slovaquie*

## **Les tilleuls**

Malheureusement, le projet de Halandri est aujourd'hui gelé.

La municipalité a manqué de financements, les organismes sont tombés en désaccord, et les villes voisines ont opposé une résistance lorsque les familles roms ont acheté des terrains pour y construire de petites maisons : « pas de ça chez nous », ont-elles répété aux Roms, une fois de plus.

Des projets comme ceux de Halandri et ceux menés par des ONG à Luník IX, ou appuyés par des structures de financement, apportent l'espoir et le changement, mais ils mettent aussi en avant des dysfonctionnements et des leçons à tirer.

Le logement reste largement sous-financé, tout en étant très complexe et coûteux – ce qui ralentit les progrès.

Et la question n'est pas seulement celle du montant disponible, mais aussi celle de la manière dont les fonds sont investis.

Pour fournir des logements et des hébergements adaptés à des communautés tout entières, il ne suffit pas d'entasser des briques et du mortier. Cette action exige une collaboration avec les communautés dès le départ, une coopération intergouvernementale, et une expertise technique.

Cela inclut également la sécurisation du titre d'occupation, des parcs immobilier et les terrains situés dans les zones intégrées, une infrastructure fonctionnelle qui donne accès aux services essentiels, et les moyens de payer les dépenses de la vie courante, ainsi qu'une éducation inclusive – le tout construit en dialogue avec toutes les parties concernées, afin que l'inclusion ne cède pas la place à de nouvelles formes de ségrégation.

La supervision municipale et un soutien solide, appuyés par une bonne connaissance des besoins des communautés, sont essentiels.

Aucun maillon de la chaîne ne doit faire défaut.

À Luník IX, les enfants me montrent clairement les arbres qu'ils ont plantés et qu'ils entretiennent avec soin. Leurs tilleuls sont couverts de fleurs jaunes.

« Les gens pensent que rien ne pousse ici, me disent-ils. Mais regardez, nous avons réussi ! Les arbres grandissent bien et sont en bonne santé. »

Et c'est vrai.

La vie trouve le moyen de s'épanouir avec soin et persévérance.





*Un enfant regarde les habitations du quartier Luník IX à Košice, en Slovaquie.*





# DES BLESSURES OUVERTES

Lorsque les systèmes de santé ne parviennent pas à garantir des soins pour tous

Avant de se rendre à l'hôpital, Marianna a dissimulé soigneusement son identité.

On m'a dit qu'elle avait enfilé ses vêtements « balamo ».

Pour les Roms grecs comme Marianna, les « balamos » désignent les Grecs non-roms (gadjés).

Il lui semblait dangereux de se faire identifier comme Rom. Elle craignait de subir des heures d'attente, des regards dédaigneux, voire un refus catégorique de soins.

Pendant la pandémie de covid-19, nous avons été nombreux à revoir notre rapport à la santé et à préconiser un accès équitable aux soins de santé.

Malheureusement, la pandémie a fait ressortir une fois de plus la discrimination systémique à laquelle les communautés de Roms et de Gens du voyage sont confrontées dans toute l'Europe.

Dans de nombreux pays, ils ont servi de boucs émissaires lors de la crise sanitaire, ont été soumis à un contrôle policier excessif et exclus des services publics vitaux, y compris les services d'information<sup>11</sup>.

Ils restent trop nombreux à ne pas pouvoir jouir du droit à la santé<sup>12</sup>.

Pour les femmes et les filles de ces communautés, ce droit est hors de portée<sup>13</sup>.

Ce sont pourtant elles qui, ensemble, malgré tous les obstacles et la discrimination, portent le changement dans de nombreux endroits que j'ai visités.



Avec des femmes *travellers*, j'ai célébré la Journée nationale de la santé mentale des *Travellers* à Limerick, en Irlande.

## **Des roses jaunes**

L'odeur de la terre humide emplit l'air. Le ciel est lourd et gris.

À Limerick (Irlande), les femmes *travellers* se réunissent dans un cimetière avec des bouquets de roses jaunes. Le jaune, disent-elles, est la couleur de la sensibilisation et de la prévention du suicide, de l'espoir pour un nouveau départ.

La crise<sup>14</sup> est profonde.

Le taux de suicide est sept fois supérieur chez les hommes *travellers* que dans la population générale. Chez les femmes *travellers*, il est cinq fois supérieur. Le suicide est la cause de 11 % des décès chez les *Travellers*<sup>15</sup>.

J'entends que des enfants ne jouent pas au docteur ou au pirate mais à l'enterrement, avec pour cercueils des boîtes en carton. Ici, il y a des tombes d'enfants d'à peine 9 ans.

Page 22 - Les 12 millions ignorés

Pourquoi ?

Les raisons sont complexes. On me parle de pauvreté, de discrimination, du faible niveau scolaire, de l'effacement de l'identité culturelle, et de l'accès limité aux soins.

« Il est difficile pour les *Travellers* de trouver rapidement un médecin généraliste. Comme nous pouvons le constater, ils finissent en état de crise aux urgences où après 12 à 13 heures d'attente, ils sont renvoyés chez eux avec un rendez-vous en ambulatoire prévu dans un délai de 7 à 8 mois », d'après Patrick Reilly, coordonnateur de la *Mental Health Initiative du Pavee Point, Traveller and Roma Centre*<sup>16</sup>.

« Nous savons que les services de santé mentale ne sont pas assez financés et qu'il est difficile d'accéder aux soins appropriés. Depuis la covid-19, nous constatons que la santé mentale des *Travellers* se dégrade considérablement », ajoute-t-il.



*Patrick McDonagh, travailleur social en santé mentale auprès des jeunes à Involve, présente le jeu No Shame. Dublin, Irlande.*

Je rencontre de jeunes *travellers* de 20 à 30 ans qui craignent de voir un médecin car un diagnostic lié à leur santé mentale pourrait entraîner le retrait de leurs enfants, comme cela s'est produit ces dernières décennies.

La peur s'est transmise de génération en génération.

Les *Travellers* font appel à des intervenants formés en santé mentale issus de leur propre communauté – des personnes en qui ils ont confiance, et qui sont capables de dépister les premiers signes de crise et de leur venir en aide.

En effet, la stigmatisation réduit encore beaucoup de gens au silence avant même qu'ils n'aient pu s'exprimer.

Et pourtant, malgré les ravages visibles de cette crise, je rencontre aussi des femmes qui réécrivent l'histoire.

Douze femmes *travellers* de la région de Limerick ont commencé à étudier la santé mentale et le développement

communautaire à l'université, afin d'acquérir des connaissances fiables pour leur communauté.

Leur parcours prend racine dans leur expérience pendant la pandémie de covid-19 : alors qu'elles vivaient dans des aires d'accueil, souvent sans eau courante ou produits d'hygiène de base, elles ont été témoins de la négligence des autorités et du désespoir grandissant, et beaucoup ont décidé d'agir, refusant d'accepter l'abandon comme une fatalité.

« Je veux montrer à mes enfants qu'ils peuvent s'en sortir », dit Crystal. « Qu'il existe de meilleures réponses que le suicide. »

## ***Dangers pour sa vie***

Lorsque j'ai visité le lieu de vie informel de Jarovnice, à l'est de la Slovaquie, où j'avais entendu des enfants roms rêver d'eau et d'électricité, j'ai vu un filet de fumée s'élever dans le ciel.

En Europe, les incendies constituent un risque fréquent et mortel dans les lieux de vie informels où vivent les communautés roms marginalisées, car la surpopulation y est courante et les familles utilisent des combustibles solides pour se chauffer, la cuisiner et s'éclairer – poussées par la pauvreté et l'absence d'accès à des sources d'énergie sûres.

Dans certaines régions slovaques, en particulier dans l'est du pays, les Roms encourent davantage de risques que le reste de la population d'être hospitalisés pour des brûlures, nécessitant des soins médicaux spécialisés.

Dans les jours qui ont suivi ma visite à Jarovnice, j'ai appris qu'un feu s'était déclaré et qu'une femme y avait perdu la vie.

Mais les dangers pour la vie ne s'arrêtent pas là.

Dans certains endroits d'Europe, les lieux de vie informels sont situés dans des zones impropres à l'habitation,

proches de rivières polluées, sur des terrains inondables ou aux abords de décharges<sup>17</sup>.

Dans d'autres zones, les communautés roms ne bénéficient pas des services publics de ramassage des poubelles, ce qui les expose à la pollution par les déchets.

En Macédoine du Nord, la commune de Chouto Orizari que j'ai visitée, où vit une majorité de Roms, subit les effets de cette négligence. Le 29 avril 2025, l'organisme national de défense de l'égalité a constaté que la ville de Skopje pratiquait la discrimination à l'encontre des résidents de Chouto Orizari en n'assurant pas la collecte de leurs déchets<sup>18</sup>.

Des capteurs de mesure de la qualité de l'air – qui contrôlent les niveaux de pollution et diffusent des alarmes de sécurité – ont commencé à être installés presque partout dans Skopje. Sauf ici.

En fait, les communautés roms doivent faire face à un double danger : la pollution de l'environnement, et un accès limité aux soins de santé – des services que la société tient souvent pour acquis – empêchent beaucoup d'obtenir le traitement dont ils ont besoin. Cette situation aggrave la fracture sanitaire et porte gravement atteinte à leur bien-être.



*J'ai rencontré des militantes et des représentantes de l'ONG Poradňa, en Slovaquie. Ensemble, ces femmes réclament justice.*

Les femmes et les filles en portent souvent la charge la plus lourde, avec des impacts à long terme sur leur santé, tout en restant généralement celles qui gèrent les foyers et prennent soin de leur famille<sup>19</sup>.

En Slovaquie et en Grèce, j'ai appris que les ambulances refusent parfois d'entrer dans les lieux de vie informels ou les quartiers dans lesquels les Roms vivent, même en cas d'urgence ou d'accouchement, ce qui contraint ces populations à trouver des soins par leurs propres moyens.

### **« Vous n'aurez plus jamais d'enfant »**

En Slovaquie, je rencontre des femmes roms survivantes de la stérilisation forcée.

L'une d'entre elles m'a expliqué que cela s'était produit en 1988. Atteinte de difficultés respiratoires, elle avait fini par être admise à l'hôpital.

« Vous n'aurez plus jamais d'enfant », telles ont été les paroles du médecin lorsqu'elle s'est réveillée de l'anesthésie. Personne ne l'avait informée des actes médicaux prévus.

Malheureusement, cette pratique inhumaine a été systématiquement appliquée aux femmes roms et aux femmes en situation de handicap au cours des dernières décennies, et elle s'est poursuivie au fil des années qui ont suivi.

Pour des femmes roms provenant de Slovaquie, et pour un nombre incalculable de femmes dans toute l'Europe – notamment en Tchéquie, en Suède, en Norvège et en Finlande, les séquelles physiques et psychiques de ces violations restent des blessures ouvertes.

Les stérilisations forcées font partie d'un sombre héritage de discrimination brutale et systémique, qui prive les femmes roms de leur santé et de leurs droits reproductifs, de leur autonomie corporelle et de leur capacité de décision et d'action<sup>20</sup>.

Et même si rien ne peut effacer les violences subies, les États doivent à ces femmes vérité, justice, réparation, ainsi que la ferme assurance que ces violences ne se reproduiront jamais.

En Slovaquie et en Tchéquie, les survivantes demandent depuis longtemps des mécanismes d'indemnisation

adéquats pour subvenir à leurs besoins à mesure qu'elles avancent en âge.

Bien que la Tchéquie ait mis en place un tel dispositif, de nombreuses survivantes se sont vu refuser l'indemnisation au motif d'obstacles et de vices de procédure<sup>21</sup>. Les récents éclaircissements judiciaires et la prolongation du délai obtenus grâce aux efforts incessants des survivantes et de leurs défenseurs, offrent un espoir de justice et de réparation.

Pour l'instant, la Slovaquie s'est contentée de présenter des excuses publiques et de promettre qu'une initiative est en cours<sup>22</sup>. Mais ces seules paroles ne peuvent pas réparer des décennies de préjudices. Ensemble, et avec le soutien de la société civile, les femmes roms réclament justice et égalité en matière de soins.

Il est temps de prendre des mesures concrètes et pertinentes pour tourner cette page sombre de l'histoire récente de l'Europe.

### **La lutte pour des soins reproductifs égaux et de qualité**

De nombreuses femmes roms ont aujourd'hui une profonde méfiance envers le système de santé – un système qui, dans certains pays, continue d'isoler les mères roms dans les maternités et de leur refuser l'égalité d'accès aux soins.

Aujourd'hui encore, des discours stigmatisants sur la vie privée et familiale des Roms et des Gens du voyage continuent d'être diffusés, y compris par des responsables politiques, alimentant ainsi leur discrimination et leur exclusion.

Dans toute l'Europe, j'entends parler de femmes roms traitées avec mépris ou indifférence dans les maternités ou dans d'autres établissements de santé, victimes d'insultes verbales, de violences physiques, voire du refus catégorique de soins ou de retards injustifiés<sup>23</sup>.

En Irlande, des recherches universitaires ont permis d'établir que les femmes *travellers* étaient laissées sans surveillance pendant l'accouchement, soumises à des procédures médicales sans leur consentement, et confrontées à des retards de prise en charge et à des discriminations répétés dans les soins obstétricaux<sup>24</sup>.



*Salija Bekjir Halim est la directrice exécutive de l'Initiative pour les droits des femmes roms de Chouto Orizari, Macédoine du Nord.*



*Anna Chlebovcová est une médiatrice de santé rom. Elle travaille au service pédiatrique de l'hôpital J. A. Reiman à Prešov, en Slovaquie.*

Ces cas ne sont pas isolés ; ils s'inscrivent dans un système où le racisme et la discrimination fondée sur le sexe se rejoignent, privant les femmes et les filles de leur droit de disposer librement de leur corps et de leur vie.

Il en résulte un écart persistant dans l'accès aux soins.

Une histoire provenant de Chouto Orizari, en Macédoine du Nord, continue de me marquer.

On m'a rapporté que, pendant des années, aucun gynécologue n'a exercé dans cette communauté. Certains venaient et repartaient mais ils ne restaient jamais longtemps.

« Il est arrivé que des femmes accouchent dans la rue », indique Salija Bekjir Halim, directrice exécutive de l'Initiative pour les droits des femmes roms de Chouto Orizari.

En 2012, des femmes roms et des experts juridiques ont uni leurs efforts pour qu'un centre de soins pour femmes soit installé à Chouto Orizari. Elles ont lancé une vigoureuse campagne – en recueillant des signatures et en sensibilisant le public à l'échelle nationale et internationale.

Comment expliquer une telle fracture médicale ?

« Certains médecins ne veulent tout simplement pas travailler là-bas – et je pense que le racisme n'y est pas pour rien », affirme Igor Jatrovsky, membre de la Commission pour la prévention de la discrimination et la protection contre la discrimination (CPPD), organisme de défense de l'égalité de la Macédoine du Nord.

« J'ai entendu des commentaires épouvantables sur les femmes roms, de la part de certains gynécologues », ajoute-t-il.

« Un autre problème concerne les factures illégales dans le système de santé de la Macédoine du Nord. Certains gynécologues exigent d'être payés pour certaines prestations qui devraient être gratuites ou largement remboursées. Compte tenu des conditions socio-économiques à Chouto Orizari, de nombreuses personnes ne peuvent tout simplement pas payer. Les médecins déplacent donc leur cabinet dans d'autres parties de la ville, où les habitants ont les moyens de payer ces frais supplémentaires ».

Mais les femmes ont remporté la victoire.

J'ai appris qu'à présent, Chouto Orizari dispose de deux gynécologues nommés par l'État et d'un centre de soins privé, parce que les femmes se sont rassemblées, ont revendiqué et ont persévéré.

## **Améliorer les soins et la confiance**

Aujourd'hui, en Slovaquie, au moins 300 Roms issus de communautés locales, dont 85 % de femmes, sont médiateurs de santé.

Comment cela est-il arrivé ? Le projet, connu sous le nom de « *Healthy Communities* », a été lancé et mis en œuvre par une organisation à but non lucratif, en coopération avec des partenaires des secteurs public, privé et non gouvernemental. Depuis 2017, ses activités ont été reprises par une organisme public nommé « *Healthy Regions* », créé par le ministre slovaque de la Santé<sup>25</sup>.

À travers leur action, les médiateurs de santé roms visent à améliorer l'état de santé des communautés roms marginalisées – en renforçant l'information en la matière, en assurant des services de soutien et en renforçant la confiance<sup>26</sup>. Ils écoutent les besoins des communautés, accompagnent les patients roms à l'hôpital et à leurs autres rendez-vous médicaux, et favorisent la communication avec les soignants, en veillant à ce que les procédures respectent les droits des patients et prennent en compte leur consentement éclairé.

Ils aident les familles et les personnes âgées à prendre leurs rendez-vous en ligne.

Ils améliorent les connaissances des enfants en matière de santé.

Mais avant toute chose, ils représentent un modèle pour les jeunes générations et favorisent leur autonomisation.

L'un des médiateurs de santé raconte :

« Les enfants, et surtout les adolescents, viennent me voir pour me demander : "Comment je dois faire ? Je voudrais devenir assistant médical, moi aussi. Je vois que vous avez une vie meilleure et je veux une vie meilleure, moi aussi". »

Les médiateurs de santé roms sont devenus une bouée de sauvetage pour de nombreuses communautés, mais leur journée de travail n'est pas extensible.

Quant au projet en cours, il s'achèvera en 2029. Pourtant discrimination, elle, ne s'arrête pas.

## ***Pour un engagement durable et un véritable changement***

En menant ces initiatives dans plusieurs pays, des communautés locales améliorent leur autonomisation et leur santé, mais aussi l'ensemble du système de santé.

Elles montrent que lorsque les institutions écoutent les communautés, les soutiennent et leur accordent une place centrale, des solutions durables peuvent être construites ensemble.

Elles pourraient – et devraient – être adaptées et améliorées selon le pays, si nécessaire, et selon le contexte.

Après tout, il n'est pas surprenant que les mesures réclamées par les *Travellers* en Irlande pour faciliter leur accès à des soins de santé de qualité rejoignent exactement celles qui amélioreraient la situation des Roms en Slovaquie.

Toutefois, un grand nombre de ces initiatives visant à améliorer la vie des Roms et des Gens du voyage s'inscrivent dans le court terme, avec un financement limité dans le temps.

Mais que se passe-t-il ensuite ?

L'interruption de ces projets engendre la déception, brise la confiance, réduit l'accès aux soins et se répercute sur la santé elle-même.

La responsabilité de l'État de réparer un système miné par les préjugés et les obstacles ne peut être assumée par des mesures de courte portée

Les systèmes de santé doivent poursuivre leurs changements structurels, notamment en mettant en place des directives claires et des formations pour le personnel soignant, ainsi que de véritables outils permettant aux patients de signaler et de contester les cas de discrimination, et d'établir les responsabilités, tout en veillant à ce que les services soient financés de manière adéquate pour répondre aux besoins de tous.

Il est également nécessaire de renforcer la présence de médiateurs issus des communautés de Roms et de Gens du voyage au sein du personnel de santé, d'assurer la continuité de leur travail essentiel, de les employer dans le cadre de contrats stables avec des salaires équitables, et de garantir aux Roms et aux Gens du voyage l'égalité des chances dans l'accès à toutes les carrières médicales.

# LE GRAND ESPOIR DE POLYXENI, UN VOYAGE SCOLAIRE

## Garantir l'accès à une éducation inclusive de qualité

En Macédoine du Nord, j'ai entendu dire que certaines filles finissent le lycée cette année et rêvent de devenir dentistes ou psychologues.

Ce sont les meilleures élèves de leur classe.

Malgré cela, j'apprends qu'elles sont vraiment angoissées à l'idée d'affronter le racisme à l'université, car on considère souvent que les Roms ont des capacités limitées. Elles devront travailler deux fois plus pour faire leurs preuves.

En Grèce, une autre fille bien déterminée, Polyxeni, veut être la première de son lieu de vie à finir ses études secondaires.

Pour ces filles et pour d'autres comme elles, les rêves sont alourdis par le poids des préjugés sociaux et par une négligence systémique.

Quelques pages plus haut, je vous ai présenté 12 femmes *travellers* de Limerick qui ont commencé à étudier le

développement communautaire et la santé mentale pour reprendre leur avenir en main.

Crystal est l'une d'entre elles. Elle s'occupe de son foyer et de sa famille et la nuit, quand tout le monde est endormi, elle ouvre un ordinateur portable emprunté, utilise les données de son téléphone, et étudie.

Parfois faute d'électricité, elle lit à la lueur des bougies.

« Je veux montrer à mes enfants qu'ils peuvent y arriver », explique-t-elle. « J'étudie pour les inspirer et leur donner les moyens d'avancer. »

### ***Le premier jour à l'école***

Polyxeni vit à Tsairia, un lieu de vie informel dans la banlieue de Thessalonique où, comme indiqué ci-dessus, il n'y a ni eau, ni électricité.

Aujourd'hui, il pleut. Polyxeni et d'autres enfants doivent marcher environ 1 kilomètre et demi dans la boue et les flaques pour atteindre le bus scolaire.

« Quel enfant doit marcher un kilomètre et demi dans la boue et sous la pluie ? Le bus scolaire arrive et repart vide. Comme il arrive à 8 h 30, les enfants ratent le premier cours », explique le père de Polyxeni. « Je m'en suis plaint au chauffeur, et il m'a répondu "Je suis payé pour respecter cet horaire." »

Sans infrastructure adéquate et sans transport public fiable, le chemin de l'éducation reste parsemé d'obstacles.

Mais ce ne sont pas les seuls obstacles.

Lorsque son habitation a été démolie dans le lieu de vie de Tsairia, sa famille et d'autres familles ont déménagé à Héraklion Lagkada pour commencer une nouvelle vie.

Polyxeni évoque son premier jour d'école primaire :

« Quand ils nous ont vus, les parents non roms sont restés figés. Les autres enfants nous ont regardés fixement. Le lendemain, aucun d'entre eux n'est venu à l'école – ni le jour suivant, ni celui d'après. J'étais sous le choc. L'école est devenue une école fantôme. Pendant plusieurs jours, seuls les enfants roms ont continué à venir », dit-elle.

« Ils ont cessé d'envoyer leurs enfants en signe de protestation », ajoute son père, avec amertume. « Ils ont même appelé la télévision. Que pouvaient-ils bien dire devant la caméra ? »

*Polyxeni est déterminée à être la première du lieu de vie informel de Tsairia à Thessalonique, en Grèce, à finir le lycée.*



### **Tracer la ligne : le combat d'une mère, une décision de justice**

Les parents non-roms prennent parfois mille détours pour empêcher leurs enfants de partager les salles de classe avec leurs camarades roms. Les défaillances du personnel scolaire, les carences inhérentes au système éducatif et le détournement des règles telles que celles qui régissent les cartes scolaires jouent également un rôle. La ségrégation résidentielle et la ségrégation scolaire sont étroitement liées, ce qui renforce les cycles d'inégalité. Il en résulte une fracture profonde, une mentalité du « nous et eux » qui persiste, où l'éducation de l'« autre » est sous-évaluée, et où les préjugés se transmettent d'une génération à l'autre.

Seriha Elmazova, une mère rom de Macédoine du Nord, a porté cette injustice devant la Cour européenne des droits de l'homme<sup>27</sup>. Elle a gagné aux côtés de 86

autres requérants, ce qui a fait jurisprudence en 2023 et contribué à protéger des milliers d'enfants contre la ségrégation en Macédoine du Nord et au-delà.

« Le nom d'Elmazova est celui d'une mère romani forte et courageuse, une femme dont l'enfant a été victime de ségrégation et qui a eu le courage de porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme », indique Senada Sali, avocate spécialiste des droits humains et directrice juridique du *European Roma Rights Centre*.

À Bitola, dans la zone où Elmazova et ses enfants vivaient, il y avait deux écoles, appartenant au même secteur scolaire. L'une était en majorité fréquentée par des élèves roms, alors que l'autre accueillait principalement des élèves macédoniens.

À Štip, la seconde ville impliquée, les enfants roms et non roms étaient scolarisés dans le même établissement, mais

ils étaient placés dans des classes séparées. L'espace était partagé, mais la ségrégation persistait à l'intérieur. La Cour a déterminé que, malgré l'absence d'intention discriminatoire, la réalité sur le terrain, en l'occurrence la scolarisation d'élèves roms du primaire dans des écoles et des classes différentes de celles de la communauté ethnique macédonienne, ne se justifiait pas et revenait à une ségrégation scolaire.

À la suite de cet arrêt, les autorités macédoniennes ont modifié la loi sur l'enseignement primaire pour atténuer la séparation entre les enfants de différentes origines ethniques. Mais l'inquiétude subsiste quant à savoir si ces mesures suffiront pour prévenir et combattre la ségrégation dans le pays<sup>28</sup>.

La pratique de la ségrégation se poursuit en effet, sous des formes plus subtiles, à Bitola et à Štip, mais aussi dans d'autres communes où des Roms vivent.

« Encore aujourd'hui, certains parents non roms utilisent de fausses adresses pour maintenir leurs enfants à l'écart de leurs camarades de classe roms, prévient Senada Sali. Il est du devoir de l'État de dialoguer aussi avec ces parents. »

## **Comment les préjugés façonnent l'avenir des enfants**

Les préjugés peuvent également conduire à ignorer ou à mal évaluer les capacités et les besoins individuels des enfants, qui se retrouvent donc privés du soutien requis et isolés de leurs pairs<sup>29</sup>.

En Slovaquie, j'ai rencontré des mères roms dont les enfants ont été aiguillés vers des filières séparées en raison de préjugés solidement ancrés<sup>30</sup>. Une mère d'Hermanovce m'a raconté qu'avec le concours de l'ONG Poradňa, elle s'est battue pour extraire sa fille d'une classe spéciale destinée aux enfants présentant un « léger handicap intellectuel »<sup>31</sup>. Mais ce dont sa fille a été privée pendant toutes ces années est irrattrapable : la possibilité de se forger dès le départ son propre avenir, comme elle en rêvait.

Ces combats vont au-delà des cas individuels et constituent un cri collectif en faveur de la justice et contre la discrimination systémique qui continue de marginaliser les enfants roms.

La même histoire se répète dans d'autres pays, où des tests à l'origine destinés à soutenir l'apprentissage, servent trop souvent à justifier l'exclusion et la ségrégation<sup>32</sup>.

« Comment peut-il y avoir autant de résistance ? » demande cette femme. « Tout ce que nous demandons, c'est que nos enfants reçoivent une éducation de qualité, comme tout le monde. On nous l'a refusé parce que nous sommes des filles et il faut que cela cesse. C'est seulement à ce moment-là que nos filles pourront vivre une meilleure vie que la nôtre. »





*Ces enfants vivent dans le quartier de Tehelňa à Prešov, en Slovaquie.*

Malgré les causes multiples de la ségrégation, les autorités ont le devoir d'agir, pas juste de traiter les symptômes, mais d'éradiquer les causes structurelles de la division.

Les écoles ségréguées dispensent souvent un enseignement de moindre qualité et enregistrent en général des taux de décrochage élevés. Elles offrent rarement les ressources, les exigences et l'ambition favorables à l'épanouissement des élèves. Il en résulte un cercle vicieux : ces insuffisances nourrissent l'évitement, et l'évitement renforce la ségrégation. Dans le même temps, les élèves de ces établissements sont stigmatisés et livrés à leur sort.

« J'ai rencontré des Roms aujourd'hui adultes, avec une famille, qui ont fréquenté une école ségréguée et ne savent toujours pas écrire leur propre nom. Mais les dégâts ne s'arrêtent pas là. Ils transcendent les générations. Si vous n'avez jamais eu accès à un enseignement de qualité, comment pouvez-vous aider vos enfants à faire leurs devoirs ? », indique Senada Sali.

« Et la plus grande perte – peut-être la plus profonde – est l'absence d'apprentissage interethnique. Nous vivons dans des sociétés multiethniques. C'est ainsi. Nous ne pouvons pas soudainement décider : "Étudions tous séparément". Cela ne reflète pas la réalité de nos vies », ajoute-t-elle.

La déségrégation exige du temps et de la confiance. Pour une inclusion réussie, chaque enfant doit bénéficier d'une éducation de qualité, dispensée par des enseignants qualifiés et motivés, et soutenue par des ressources et une vision qui lui donnent sens, quel que soit le lieu d'apprentissage<sup>33</sup>.

L'éducation inclusive porte ses fruits durables. Elle doit être garantie à tous les enfants, afin qu'ils puissent apprendre et grandir ensemble, sur un pied d'égalité, dès le départ.

## **Personne n'a appelé ma mère pour que je reprenne**

En Espagne, seuls 0,8 % des étudiants roms obtiennent un diplôme universitaire. Carmen fait partie de ces rares exceptions. En juin 2025, elle obtient son diplôme en éducation de la petite enfance – une étape importante durement franchie dans ce parcours du combattant. Dans son discours de remise des diplômes<sup>34</sup>, elle explique que les étudiants roms abandonnent leurs études, car personne ou presque ne les aide à poursuivre.

À Helsinki, j'entends des échos de rêves brisés et d'avenirs biaisés et détruits par une seule phrase désinvolte, nourrie de préjugés.

« L'université n'est pas faite pour les Roms. Les Roms font d'autres métiers », a un jour déclaré un enseignant à un jeune étudiant rom finlandais. « J'étais encore un enfant, et je l'ai cru », m'a confié l'ancien étudiant.

De telles paroles ont un impact profond et transforment les capacités en silence et les ambitions en honte.

Les stéréotypes obscurcissent le jugement d'un enseignant et enferment les enfants dans des cycles d'exclusion.

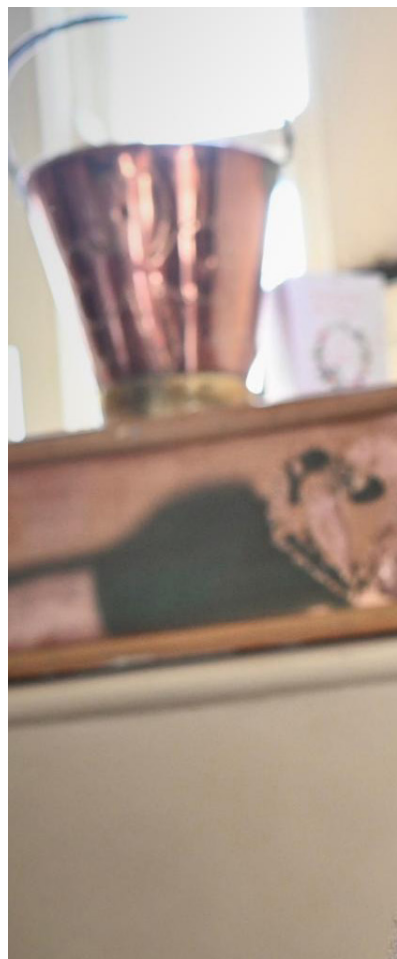
En Irlande, Patrick Reilly, *Traveller* irlandais, raconte son parcours scolaire : « Je m'en sortais bien dans le primaire, mais dans le secondaire, j'en ai bavé. J'avais besoin d'aide mais je n'en ai jamais reçu, et je n'ai pas osé en demander. À mi-chemin, j'ai décroché. Personne n'a appelé ma mère pour lui demander pourquoi. Personne ne m'a dit "Patrick, tu devrais reprendre l'école." Personne. »

Patrick Reilly s'appuie à présent sur sa propre expérience pour assurer la coordination de la Mental Health Initiative du Pavee Point, Traveller and Roma Centre.

Le problème est systémique.

Une sociologue que j'ai rencontrée en Irlande m'a affirmé que la plupart des enseignants n'ont aucune attente vis-à-vis des élèves *travellers*. Elle travaille avec des enfants âgés de 10 à 14 ans qui ne savent même pas écrire leur nom, car alors que leurs camarades de classe se préparent à entrer à l'université, eux ont pour devoir de faire des dessins.

Les emplois du temps réduits, qui sont censés être une mesure temporaire pour aider les enfants confrontés à des difficultés particulières, sont devenus un piège pour les enfants *travellers*. Lorsque ces emplois du temps sont appliqués, les élèves commencent leur journée scolaire



plus tard que les autres ou la terminent plus tôt, ou ne fréquentent pas l'école cinq jours par semaine, souvent pendant de longues périodes. Ces emplois du temps sont même régulièrement appliqués pendant toute l'année scolaire, ce qui isole les enfants *travellers* de leurs camarades et limite considérablement leurs perspectives d'avenir<sup>35</sup>.

La langue pose un autre problème de taille. En Irlande, les enfants *travellers* sont souvent privés d'enseignement en langue irlandaise, alors que celle-ci est une exigence essentielle pour certaines carrières, notamment celle d'enseignant du primaire<sup>36</sup>.

Les conséquences de ces expériences sont flagrantes : alors que seulement 1 % des enfants *non-travellers* quittent l'école avant l'âge de 13 ans, ce chiffre atteint 26 % chez les enfants *travellers*<sup>37</sup>.

Un écart qui alimente l'analphabétisme, renforce la marginalisation, et fait d'une vie entière un parcours d'obstacles qui se transmettent de génération en génération.

### ***Une autre pièce manquante : le respect et la visibilité de son identité***

Comme l'indique Alina Șerban, actrice, cinéaste et ARTiviste rom roumaine : « L'instruction à elle seule ne suffit pas si l'école reste le lieu de discriminations. Nous avons besoin d'enseignants roms, de programmes scolaires inclusifs, et de systèmes d'accompagnement qui ne gomment pas notre identité mais la reflètent et la valorisent ».

« À l'école, rien ne reflétait mon mode de vie, mon appartenance ethnique. Et lorsque les *Travellers* étaient

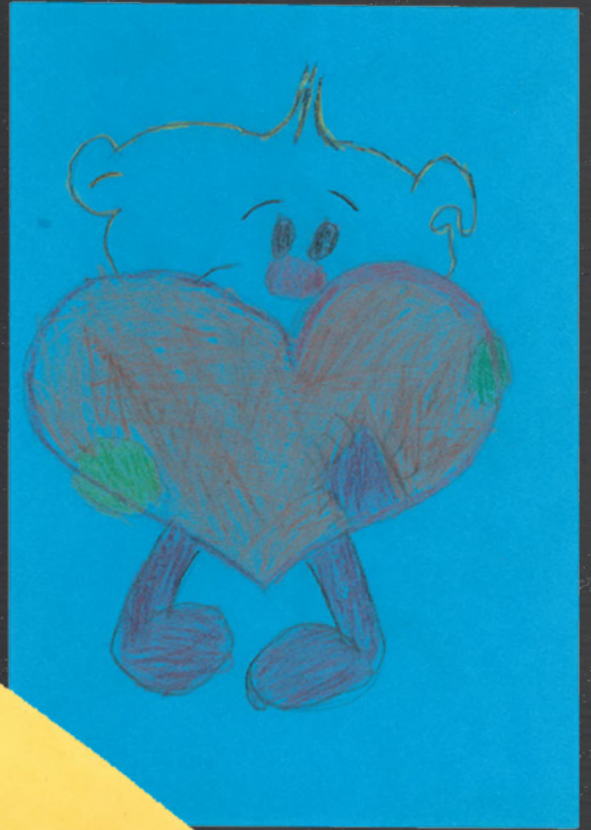
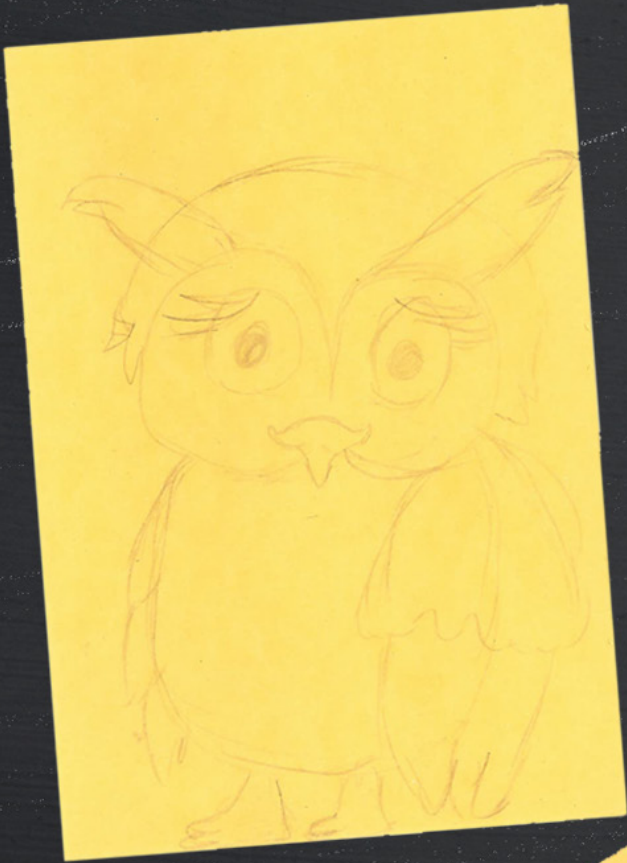
évoqués, c'était toujours sous un jour négatif. Je me sentais exclu à l'école. Et je n'étais pas le seul » explique Patrick Reilly.

« Si nous avons eu des journées consacrées aux échanges culturels, ajoute-t-il, je n'aurais peut-être pas abandonné. »

Un autre élément est trop souvent négligé : le respect du mode de vie nomade. Pour certains enfants issus des communautés de Roms et de Gens du voyage, cela façonne leur monde et l'éducation doit trouver des moyens de l'honorer, et non de le gommer.

*« Dans le secondaire, j'avais besoin d'aide, mais je n'en ai jamais reçu », rapporte Patrick Reilly, Traveller irlandais, coordonnateur de la Mental Health Initiative du Pavee Point, Traveller and Roma Centre de Dublin, en Irlande.*





J'ai reçu ces dessins  
d'enfants lors de ma visite  
au centre d'accueil de  
jour pour les enfants qui  
vivent à la rue à Kisela  
Voda, en Macédoine du  
Nord.



Je me souviens également d'un jeune Rom du Portugal qui évoquait la disparition de sa langue, le romani, sous l'effet des persécutions historiques subies et des politiques d'assimilation<sup>38</sup>.

L'enseignement des langues minoritaires ne se limite pas à de simples mots ; c'est aussi un lien avec la culture, l'histoire et un sentiment d'appartenance.

Plus un enfant apprend de langues, plus les fondements sont solides pour l'inclusion et la cohésion sociales – fondés sur l'acceptation et la célébration de la diversité<sup>39</sup>.

L'enseignement de l'histoire détient également un pouvoir discret – le pouvoir de démêler les préjugés.

Comme nous le verrons dans les pages suivantes, pour lutter contre la discrimination à l'égard des Roms et des Gens du voyage, il faut raconter leur histoire. Le fait de reconnaître, de comprendre et de se souvenir de leur

histoire comme d'une partie intégrante de notre mémoire collective peut contribuer à remplacer les mythes et la méfiance par le respect et l'inclusion.

## ***Les filles laissées pour compte***

Les filles doivent surmonter des obstacles à leur éducation encore plus importants.

« Le principal problème est la pauvreté », affirme Salija Bekjir Halim, directrice exécutive de l'Initiative pour les droits des femmes roms de Chouto Orizari. « Les parents vont au travail, et les filles sont contraintes d'abandonner leurs études pour s'occuper de leurs jeunes frères et sœurs, car il n'existe aucune aide de l'État. »

Les structures et les croyances patriarcales aggravent la situation. Tout comme de nombreuses autres femmes – quels que soient le pays d'où elles viennent ou la communauté à laquelle elles appartiennent – « nous

*Enfant vivant dans le lieu de vie informel de Tsairia, à Thessalonique, en Grèce.*



grandissons en entendant dire que la place d'une fille est à la maison », ajoute Salija Bekjir Halim.

Dans les situations de marginalisation socio-économique, les affaires de mariage précoce peuvent résulter d'une situation au croisement de la pauvreté et du patriarcat – une façon de survivre en l'absence de soutien.

Je parcours les rues de Skopje. Je vois des enfants mendier.

Leurs familles vivent aux confins de la société, dans la misère, où la faim sévit et les avenir s'évaporent dans le froid.

Ce sont souvent des filles roms.

En Grèce, on les appelle « les enfants des feux rouges » ; ils mendient aux carrefours pendant les feux rouges, leurs petites mains appuyées contre le pare-brise, leurs visages clignotant dans la lueur rouge des feux stop.

Certains d'entre eux n'ont aucune pièce d'état civil ni aucun document d'identité. Cela les met en danger et les prive de toute protection et de tout recours juridique.

Au lieu de se lever chaque matin pour se préparer à une nouvelle journée d'école, elles se réveillent pour une nouvelle journée d'exclusion, piégées dans la pauvreté, l'invisibilité et la perte de toute perspective, et exposées à l'exploitation<sup>40</sup>.

En Macédoine du Nord, il existe trois centres d'accueil de jour qui offrent à ces enfants – pendant six à sept heures par jour – la possibilité de gribouiller, de chanter, et les expériences que tout enfant devrait vivre.

Je visite l'un d'entre eux. Les enfants se précipitent pour m'accueillir et me serrer dans leurs bras, leurs visages rayonnants d'espoir. Ils me tendent des dessins au crayon. Ils chantent une chanson de paix.

Mais chacun de ces trois centres ne prend en charge que 16 enfants.

En Macédoine du Nord, environ 400 enfants vivent dans la rue.

Ces centres n'offrent qu'un soutien provisoire, pas une solution. La véritable intégration voudrait que ces enfants ne soient plus contraints de survivre en marge mais qu'ils soient accueillis dans les classes ordinaires et suffisamment soutenus pour continuer.

C'est seulement à cette condition que les enfants rentrent « chez eux », retrouvent le jeu, les amitiés et l'apprentissage. L'enfance.

## Commencer tôt

L'accès à des structures d'éducation et d'accueil de la petite enfance de qualité peut les aider à briser le cycle de la pauvreté et de l'exclusion, et à mettre fin à la transmission d'une génération à l'autre. Ces premiers jalons sont cruciaux pour libérer pleinement le potentiel d'un enfant, mais aussi éliminer le risque de ségrégation qui sont réels.

C'est une façon d'offrir à chaque enfant un sentiment d'appartenance et de l'intégrer dans le tissu social avec des espérances et des perspectives.

En Slovaquie, la scolarisation obligatoire de tous les enfants dès l'âge de cinq ans<sup>41</sup> est considérée comme une mesure positive, car elle permet d'augmenter la fréquentation préscolaire des enfants roms et d'accroître la capacité d'accueil des écoles maternelles.

Le changement commence aussi souvent dans les détails, dans les initiatives locales qui placent la confiance dans la communauté elle-même.

L'une de ces initiatives m'est restée en mémoire : le programme Omama, une approche de terrain élaborée avec soin et dans le dialogue, par l'ONG Cesta von (« Une voie de sortie »)<sup>42</sup>.

Les Omamas sont des femmes de la communauté rom qui jouent le rôle de grands-mères et d'éducatrices de la petite enfance. Elles aident les jeunes mères et accompagnent les enfants issus de milieux pauvres



*Dzenis Berisha est éducateur scolaire. Il travaille à Prilep, une ville en Macédoine du Nord.*

dans leurs premiers stades d'apprentissage – les jeux de construction, le fait de tenir un crayon, la peinture et la lecture commune.

Elles rendent régulièrement visite aux familles et établissent une relation stable et de confiance – une passerelle entre la maison et la classe. En parlant aux enfants en slovaque, elles leur transmettent des compétences essentielles pour entrer à l'école maternelle.

Ces initiatives communautaires offrent des solutions concrètes, fondées sur la confiance, qui réussissent souvent là où les institutions échouent.

## **Créer des passerelles**

En Europe, les médiateurs et les assistants scolaires chargés de soutenir les élèves appartenant à des minorités nationales donnent des résultats tangibles. En coopérant étroitement avec les familles, les écoles, les enfants, et les institutions publiques, ils contribuent à combler les lacunes, à lever les obstacles et à construire une confiance et des relations durables.

En Macédoine du Nord, j'ai pu rencontrer l'un d'entre eux.

Dzengis Berisha a étudié le droit, puis emprunté un autre chemin : il est devenu médiateur scolaire.

« Après l'université, j'ai réalisé que ma communauté avait besoin de connaître ses droits, de revendiquer son droit à l'éducation, d'aller à l'école. C'est devenu mon objectif », dit-il.

Les médiateurs scolaires comme Dzengis sont des responsables de confiance au sein de la communauté, qui parlent couramment le romani et la langue institutionnelle des écoles et de l'administration publique.

Ils accompagnent les parents aux réunions, les aident à remplir les papiers, et rendent visite aux familles des enfants qui manquent l'école – pour les encourager à reprendre les études, qu'ils soient dans le primaire ou dans le secondaire. J'apprends qu'ils manquent de temps ou parfois de formation, pour soutenir les élèves dans leurs études, alors que cela pourrait prévenir les décrochages scolaires.

« Dans ma commune, nous sommes trois médiateurs pour cinq écoles primaires et 1 500 enfants roms. Nous ne sommes pas assez nombreux pour répondre à la demande, mais j'espère que le ministère de l'Éducation embauchera des médiateurs supplémentaires et nous assurera une situation plus stable avec des contrats de longue durée », indique-t-il.

En effet, l'inclusion dans le système éducatif est une vision à long terme, pas un projet de un à deux ans. L'objectif exige un investissement durable, des mesures positives et un soutien financier, comme une bourse, pour combler les fractures existantes.

En Macédoine du Nord, ces initiatives se sont avérées cruciales pour donner aux enfants et aux jeunes roms les moyens d'engager et de poursuivre leurs études.

## **Un voyage scolaire encore attendu**

L'éducation requiert une approche globale.

Sans électricité, il n'y a pas de lumière pour lire. Sans eau, un enfant ne peut pas se laver régulièrement. Sans emploi, les parents ne peuvent pas acheter de livres.

En l'absence de volonté politique, de stratégies et d'investissements appropriés, il n'y a pas d'égalité dans l'accès à une éducation de qualité.

Les solutions sont claires : des classes inclusives, un soutien précoce et de qualité, adapté à chaque enfant. Un environnement mixte et motivant. Un espace sûr où tous les enfants ont le sentiment que leur histoire compte et où les enseignants croient en eux.

Ces propositions ne sont pas radicales.

L'école n'est pas seulement une question de connaissances – elle est aussi le lieu des amitiés et des premiers liens d'appartenance, les fondements sur lesquels les enfants construisent leur place dans le monde.

Je n'oublierai jamais les mots de la jeune Polyxeni :

« Je n'ai jamais fait de voyage scolaire, parce que j'ai peur. J'ai peur d'être dans un bus avec certains enfants. J'ai peur qu'ils s'en prennent à moi parce que je suis rom. »

Tous les enfants méritent un autre sort. Et quand le cadre et l'environnement les protègent, les enfants peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes, laisser émerger leur véritable personne et vivre sans peur.



*Des enfants jouent dans le lieu de vie informel de Tsairia à Thessalonique, en Grèce.*



*Lorenza Schwartz, membre de l'association des Roms finlandais, que j'ai rencontré au cours de ma visite à Helsinki, en Finlande.*

# UN NOUVEAU RÊVE POUR SOFIA

## Mais comment accéder au marché de l'emploi ?

Sofia aimait les couleurs et la texture des produits cosmétiques.

Après avoir obtenu son diplôme, elle a commencé à travailler comme esthéticienne dans une grande entreprise de cosmétiques à Helsinki. Ses collègues l'adoraient. Ils la considéraient comme la plus compétente et la plus fiable.

Tout allait pour le mieux – tant que son identité restait soigneusement dissimulée.

De temps en temps, une femme rom se promenait dans la boutique. Avant même que quiconque sache ce qu'elle voulait, la panique gagnait le personnel, raconte Sofia.

« Appuyez sur le bouton de sécurité ! Appelez les gardiens ! »

Sofia éprouvait un mélange de fureur et de peine. Elle se demandait : qu'est-ce qu'elle leur a fait ? Elle n'est pas là pour faire quelque chose de mal. Elle veut juste sentir les parfums.

Un jour, Sofia a abandonné son rêve pour protéger sa santé mentale.

« Une fois qu'ils savent que tu es rom, ils ne voient que ça – comme un 'R' estampillé sur le front », dit-elle. Un nom rom, une jupe, et on vous claque la porte au nez. Ensuite, les jeunes commencent à douter d'eux-mêmes, de leurs compétences, et abandonnent souvent leurs rêves. »

Au cours de ce voyage, j'ai rencontré des femmes originaires de différents pays, appartenant à différentes

générations – des Roms, des Gens du voyage – mais leurs expériences se font écho, avec une proximité frappante.

Ce n'est pas une coïncidence. Le phénomène prend une forme systémique : la violence du racisme et de la discrimination ancrés dans nos sociétés et chez de nombreux recruteurs.

### **Le plafond de verre**

Les progrès technologiques et les changements socio-économiques plus larges de l'après-guerre ont lourdement pesé sur l'assise économique traditionnelle des *Travellers* irlandais. L'État a déployé des initiatives de formation pour renforcer l'intégration des *Travellers* dans le marché du travail officiel. Et pourtant, le recensement de 2022 a dressé un sombre tableau : 61 % de chômage chez les *Travellers*, contre 8 % pour la population générale<sup>43</sup>.

Les enquêtes montrent régulièrement que les *Travellers* irlandais sont victimes de marginalisation et de discrimination : en 2020, 70 % des personnes interrogées se sont senties discriminées lors de leur recherche d'emploi au cours des cinq dernières années<sup>44</sup>. En 2022, 67 % des groupes interrogés ont déclaré que l'identité de *Traveller* constituait un frein à l'embauche<sup>45</sup>.

En Finlande, une expérience sociale révélatrice a secoué le débat public en 2018, selon Sofia.

Quatre professionnels de haut niveau, chacun doté d'un CV impressionnant, ont envoyé 54 candidatures à des employeurs qui recrutaient. La seule différence ? Leurs noms ont été remplacés par des noms à consonance rom.

Le résultat ?

Pas un seul entretien<sup>46</sup>.

Zéro rencontre de visu – en raison d'un nom et d'une montagne de préjugés.

L'expérience s'inscrivait dans le cadre d'une campagne visant à sensibiliser l'opinion aux discriminations quotidiennes auxquelles les Roms sont confrontés lorsqu'ils recherchent un emploi. Elle a provoqué un grand débat, et certains gros employeurs ont commencé à utiliser des CV anonymes.

Mais ce que quatre candidats fictifs ont vécu pendant quelques heures révèle la réalité implacable vécue par de nombreux Roms et Gens du voyage.

« Même si vous avez les diplômes, les compétences, le message est clair : "Vous devez oublier votre identité », indique Carmen Gheorghe, présidente d'E-Romnja, organisation de défense des droits humains des femmes et filles roms en Roumanie<sup>47</sup>.

« Nous avons l'instruction et l'expertise. Malgré cela, aussi loin que nous allons, nous nous heurtons à un plafond de verre qu'il est impossible de briser. Plus nous grimpons haut, plus les portes claquent brutalement. »

### ***Des motifs d'exclusion qui imbriquent***

En Europe, les Roms et les Gens du voyage me disent qu'ils se sentent obligés de changer leur nom sur le CV

pour masquer leur identité. L'indication d'une adresse connue comme une zone habitée par des communautés de Roms et de Gens du voyage peut aussi être synonyme d'échec. D'autres personnes sont rejetées dès qu'elles allument la caméra lors d'un entretien vidéo ou qu'elles commencent à parler, en raison de leur accent<sup>48</sup>.

Pour les femmes, il est très difficile d'accéder au marché du travail et de progresser sur la voie de l'indépendance financière dans une société marquée par les préjugés de genre<sup>49</sup>.

Comment peuvent-elles s'occuper des enfants et de la maison, toutes ces obligations sociétales ancrées dans les normes patriarcales, et suer sang et eau pour s'émanciper sur le plan économique ?

Pour de nombreuses femmes, la situation s'aggrave lorsque la couleur de leur peau, leur origine migratoire,



*Femme de Halandri, en Grèce, qui vend de la chicorée et de l'ail près d'un marché agricole.*

leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou la combinaison de ces éléments suscitent l'intolérance<sup>50</sup>.

Les préjugés, les privilèges de la majorité et le pouvoir trouvent une myriade de motifs entrecroisés pour stigmatiser et pour exclure.

## À l'ombre

La main-d'œuvre des Roms et des Gens du voyage reste souvent dans l'ombre.

Pour survivre, certains sont poussés vers l'économie informelle – sans contrat, sans assurance. Sans protection contre les abus ou l'exploitation. D'autres n'ont pas d'autre option que de travailler à temps partiel, à un rythme saisonnier, ou d'accepter des fonctions sous-payées<sup>51</sup>. Mais quels sont les effets réels de cette impossibilité d'accéder à un travail rémunéré et de cette précarité financière ?

Dans certains pays, cela peut entraver toute consultation médicale nécessaire.

Cela peut signifier vivre sans électricité ou eau courante.

Cela peut conduire à l'impossibilité de faire face au coût de la vie actuel<sup>52</sup>, ou à l'obligation de quitter son pays d'origine pour chercher un meilleur avenir ailleurs.

Pour certaines femmes, cela se traduit par une dépendance financière et, dans certains cas, l'impossibilité de quitter un foyer violent.

Cela peut également engendrer des ruptures éducatives.

Et le cycle se répète génération après génération, de sorte qu'il est difficile de trouver une sortie.

Permettez-moi de partager avec vous quelques-unes de leurs histoires, marquées par la résilience, la résistance et l'autonomisation.

## L'espoir d'une vie meilleure

Dans une cabane à Halandri, en Grèce, les oiseaux chantent.

J'y rencontre des femmes qui survivent en vendant quelques produits à la sauvette, comme de la chicorée et de l'ail, près des marchés agricoles. Elles vivent dans la

crainte d'être arrêtées, en gagnant seulement quelques euros.

L'une d'entre elles m'a expliqué qu'elle faisait des ménages jusqu'à récemment, mais que son contrat venait de prendre fin.

Une autre m'a dit que personne ne voudrait l'embaucher parce qu'elle ne savait ni lire ni écrire.

Ses petits-enfants vont à l'école, mais à la maison, ils n'ont pas de lumière pour lire. Elle ne veut pas qu'ils aient la même vie qu'elle.

*Iuliana Baldovin, originaire de Roumanie qui vit en Finlande, travaille à la boulangerie de la Deaconess Foundation d'Helsinki et travaillait auparavant au centre d'accueil de jour d'Hirundo.*



J'ai entendu leurs rêves de vivre dans une maison, mais comment pourraient-elles payer le loyer, l'électricité et l'eau, avec les moyens qu'elles ont ?

En Finlande et en Irlande, j'ai rencontré des Roms qui avaient quitté leurs pays d'origine – la Roumanie, la Bulgarie, la Tchéquie et d'autres – souvent poussées par la pauvreté et l'espoir d'une vie meilleure.

« Lorsque je me suis retrouvée sans nulle part où me poser, j'ai amené mes enfants dormir chez ma sœur et je suis partie. Nous avons dû nous séparer », raconte Iuliana.

Elle est originaire de Roumanie et vit aujourd'hui en Finlande. À Helsinki, la vie dans la rue était rude et peu sûre.

Mais les choses ont changé lorsque le centre d'accueil de jour d'Hirundo à la Deaconess Foundation lui a donné l'occasion de travailler.

Aujourd'hui, Iuliana travaille à la boulangerie de la fondation.

Bien que la séparation avec ses enfants lui pèse lourd, les enjeux sont importants : « Leur amour me manque, mais si je quitte la Finlande et perds ce travail, toute ma vie sera détruite ».

## **Ramasseurs de déchets et économie verte**

À 6 h 30, un homme rom cherche les machines à laver et les réfrigérateurs sur les trottoirs d'une ville grecque.



*Un ramasseur de déchets rom, employé de REDI Recycling à Skopje, entreprise sociale de recyclage de matières secondaires qui s'inscrit dans l'économie circulaire.*

Depuis sa camionnette, un haut-parleur se fait entendre :

« C'est le ramasseur de déchets ! Je prends vos vieux appareils ! »

« La vie de ramasseur de déchets est difficile » dit-il. L'été, je conduis pendant des heures et parfois, je rentre avec rien. Du coup, je me lève à l'aube, car si quelqu'un arrive avant moi, il ne reste rien. Nous n'avons pas de licence pour vendre sur les marchés. Personne ne nous embauche. Même là, je pourrais être arrêté.

Pourquoi ?

« Ils disent que le haut-parleur trouble la tranquillité. Un jour, j'ai ramassé une machine à laver au milieu des déchets et j'ai été accusé de vol. Chaque jour, j'ai peur d'être arrêté. »

On peut l'accuser de ne pas respecter la loi, mais il essaie juste de survivre.

L'histoire de cet homme n'est pas celle d'un échec personnel, mais celle d'une injustice structurelle.

Quelques semaines plus tard à Šuto Orizari (Macédoine du Nord), j'ai vu que des solutions étaient possibles, lorsque les Roms disposent des outils nécessaires pour produire leurs propres moyens de subsistance.

Asib Zekir, directeur exécutif de la Roma Entrepreneurship Development Initiative (REDI)<sup>53</sup> (Macédoine du Nord), se souvient d'avoir vu une vieille dame qui tirait un chariot de produits recyclables. Il s'est arrêté pour l'aider.

« "Laissez, j'ai l'habitude", m'a-elle dit. C'est là que je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose. »

Les ramasseurs de déchets non déclarés contribuent à l'économie verte mais restent invisibles : ils n'ont pas de contrats, pas d'assurance, pas de reconnaissance.

REDI Recycling est en voie de changer cette situation. La société embauche des ramasseurs, leur donne des tricycles électriques, formalise leur travail, et leur ouvre l'accès à la reconnaissance de leurs droits, à la dignité et à la visibilité – comme pour tout autre travailleur.

## ***Même en temps de crise***

Cette culture de l'action collective visant à autonomiser les communautés s'étend au-delà des frontières – même au cœur de la crise.



*L'équipe régionale de Voice of Romni inaugure un espace social de travail partagé dédié à la beauté, soutenu par CARE Ukraine, à Kryvyi Rih, dans l'oblast de Dnipropetrovsk.*

L'autonomisation économique et l'indépendance financière des femmes et des filles roms figurent dans les priorités de Voice of Romni, une organisation dirigée par des Roms basée en Ukraine<sup>54</sup>.

« Lorsque l'invasion à grande échelle de l'Ukraine a commencé en 2022, nos activités ont pris une autre dimension. Nous essayons d'aider les femmes roms déplacées à acquérir de nouvelles compétences », explique Anzhelika Bielova, fondatrice et présidente de Voice of Romni.

Pour aider les femmes roms ukrainiennes à trouver un emploi en contexte de guerre, cette organisation offre une formation professionnelle, des kits de démarrage pour accéder au marché de l'emploi, et de modestes subventions adaptées à leurs besoins.

« En juillet 2025, nous avons ouvert des espaces de travail partagé dédiés à la beauté nommés 'Espace beauté Romnja' dans deux villes ukrainiennes. Les femmes qui ont fait notre formation peuvent y travailler et s'épanouir, tandis que des baby-sitters s'occupent de leurs enfants et de ceux de nos clientes », ajoute Anzhelika Bielova.

« Ce ne sont pas seulement des salons de beauté. Ce sont des espaces de solidarité et de soutien. »

Et les effets positifs de leur formation dépassent leurs frontières. « Une femme rom est arrivée avec sa famille, à la recherche d'une aide humanitaire. Elle a suivi une formation de manucure, reçu des outils et des aides financières. Aujourd'hui, elle se construit une nouvelle vie en Allemagne et gagne sa vie », raconte Anzhelika Bielova.

## ***Le changement peut prendre du temps, mais c'est possible***

De retour en Finlande, Sofia a mentionné une affaire dramatique – un instant où la visibilité s'est heurtée à une résistance – qui a nécessité l'intervention du mécanisme de protection des droits humains de l'État.

Deux jeunes femmes roms venaient d'être diplômées de l'école de coiffure et de trouver un emploi dans une grande chaîne. Lors de leur recrutement, il avait été convenu qu'elles pourraient porter leurs jupes roms traditionnelles adaptées au travail.

Mais elles avaient été licenciées quelques semaines plus tard.

Le motif invoqué était que leur tenue traditionnelle n'était pas conforme à l'image de la chaîne et plus tard, leur ancien employeur avait évoqué des problèmes de santé et de sécurité au travail liés à cette tenue.

L'affaire a été portée en justice par la Ombudsman anti-discrimination finlandaise et les deux femmes ont gagné le procès<sup>55</sup>.

« C'est une affaire marquante pour la communauté rom », affirme Kristina Stenman, ancienne Ombudsman chargée de la non-discrimination de la Finlande. « Surtout pour les jeunes qui veulent exercer la profession pour laquelle elles ont été formées. »

C'est la première affaire en Finlande relative à la discrimination subie par les Roms sur le lieu de travail.

Les préjugés ne sont pas immuables. Une évolution est en cours, même dans le secteur privé où la résistance est la plus forte depuis longtemps.

En Slovaquie, l'ONG People in Peril collabore avec des employeurs de premier plan pour offrir aux Roms un emploi et une carrière stables, tout en luttant contre les stéréotypes<sup>56</sup>.

Depuis plus de 25 ans, la Fundación Secretariado Gitano s'emploie à intégrer les Roms dans le marché ordinaire de l'emploi en Espagne. Son action s'appuie depuis des années sur des financements nationaux et européens, et sur une collaboration ininterrompue avec les communautés roms, les autorités locales et les entreprises privées<sup>57</sup>.

Aujourd'hui, le programme Acceder<sup>58</sup> témoigne de cette persévérance, en offrant un parcours complet vers l'emploi, qui associe une formation ciblée, un soutien du travail indépendant et des partenariats stratégiques avec les services publics et les grandes entreprises. Avec un rappel clair : des efforts soutenus et une collaboration étroite peuvent transformer une vision en réalité.

« Du travail reste à faire, mais cela en vaut la peine. Nous sommes sur la bonne voie. Les gens ont un emploi, leur indépendance, leur dignité – et ils vivent leur culture en tant que Roms », déclare Bélen Sánchez-Rubio, directrice du service international de la Fundación Secretariado Gitano.

« Mais les débouchés ne s'ouvrent pas sans efforts, en particulier pour les femmes roms, qui sont souvent confrontées à de multiples obstacles. Il est nécessaire de créer des structures de soutien adaptées et spécifiques aux femmes, et d'aller à leur rencontre là où elles se trouvent, afin de les aider à faire les premiers pas vers l'indépendance », ajoute Bélen Sánchez-Rubio.

En Macédoine du Nord, j'ai rencontré des femmes roms qui exercent des fonctions publiques ou travaillent dans des commerces de proximité. Le changement prend forme progressivement.

« Ce n'est pas nous qui nous retenons, c'est la stigmatisation dont nous étions victimes, me dit une femme rom. À présent, les gens nous voient. Ils nous parlent. Nous nous saluons. Les choses peuvent changer quand on a la volonté de les changer ».

## ***Le nouveau parcours de Sofia***

Aujourd'hui, Sofia œuvre en faveur de l'autonomie des jeunes Roms. Elle les aide à rédiger un CV, à préparer un entretien d'embauche, à rechercher un emploi, à démêler les méandres de la bureaucratie et à comprendre leurs droits.

Pour que la prochaine génération devienne une part visible de la société.

Pour qu'aucun Rom ou Gens du voyage ne soit obligé de cacher son identité pour conserver l'emploi qu'il a mérité.

Pour qu'ils puissent réaliser leurs rêves, sans devoir constamment faire leurs preuves.

Pour que les rêves s'épanouissent, les sociétés doivent changer et les institutions jouer leur rôle.

« Il ne suffit pas de célébrer une ou deux réussites. Nous avons besoin d'un changement structurel. Nous devons briser le cycle de l'exclusion et offrir un soutien réel », déclare Alina Șerban, actrice, cinéaste et ARTiviste rom roumaine.

« Je rêve d'un monde où une jeune fille rom peut rêver de devenir artiste ou dirigeante, sans avoir à surmonter dix fois plus d'obstacles pour n'arriver qu'à la moitié du chemin », ajoute Alina Șerban.



*Alina Șerban est une actrice, cinéaste et ARTiviste rom roumaine.*

# BALLES, PEUR ET DÉNI DE JUSTICE

## Une surveillance policière excessive et une protection insuffisante

Les agences de presse rapportent que, dans la nuit du 22 octobre 2021, Nikos Sampanis, un jeune homme de 18 ans originaire d'Aspropyrgos, a été abattu par la police lors d'une course-poursuite en voiture.

Selon les informations diffusées par les médias, plus de 45 balles ont été tirées par sept policiers en direction d'une voiture, prétendument volée, dans laquelle se trouvaient trois adolescents roms non armés<sup>59</sup>.

Plusieurs années plus tard, l'enquête se poursuit. J'ai appris qu'en Grèce, le fait de ne pas s'arrêter à un poste de contrôle entraîne une amende et une suspension temporaire du permis de conduire et de l'immatriculation.

Alors pourquoi cela a-t-il coûté la vie à un jeune homme ?

### ***Ciblés pour vos racines***

Le fait d'être persécuté en raison de son appartenance ethnique plutôt que de ses actes constitue une forme de discrimination raciale spécifique et dangereuse, qui doit être explicitement interdite par la loi<sup>60</sup>.

Dans toute l'Europe, les préjugés raciaux continuent d'influer sur les pratiques policières, de manière ouverte ou dissimulée, et parfois violente. Des quarantaines stigmatisantes imposées aux quartiers roms pendant la pandémie de covid-19, aux descentes ciblées et à l'usage



*Vue aérienne de Halandri, à Athènes, en Grèce. J'ai rencontré informel où des femmes m'ont raconté leurs souvenirs d'une*

excessif de la force<sup>61</sup>, ces pratiques ne se contentent pas de nuire aux individus, elles érodent la confiance du public envers des systèmes entachés de racisme<sup>62</sup>.

« La police utilise le concept de "criminalité clanique", m'explique Romani Rose, président du Conseil central des Sintés et des Roms allemands à Heidelberg, en Allemagne. « Des registres sont tenus sur les familles, et la criminalité est à nouveau considérée comme une caractéristique héréditaire. Nos communautés ont peur, car elles sont très conscientes de leur histoire, des mesures prises autrefois par l'État nazi et de la criminalisation continue des Sintés et des Roms dans l'après-guerre », explique-t-il.

Le profilage racial engendre l'humiliation, renforce les préjugés et exclut des groupes entiers de personnes des services que les institutions sont censées leur fournir<sup>63</sup>.



*des membres des communautés roms vivant dans le lieu de vie descente de police.*

Comment ces adolescents se sont-ils sentis cette nuit-là, pris au piège entre les sirènes et le poids des préjugés hérités ? Et comment se sentent des communautés tout entières, sachant que la couleur de leur peau, les vêtements qu'elles portent ou le quartier dont elles sont issues suffisent à faire d'elles des cibles ? Comment se sentent-elles en voyant tout cela survenir ?

Ce même préjugé alimente les descentes fréquentes dans les lieux de vie informels et les aires d'accueil des Roms et des Gens du voyage, à la recherche constante de « suspects ». Dans ses communiqués de presse, la police vante la lutte contre la criminalité, un discours souvent repris par des responsables politiques de haut niveau et les médias, qui contribue à la criminalisation de communautés entières. Pourtant généralement, ces descentes ne permettent de découvrir que des

infractions mineures, telles que des branchements électriques sauvages, des irrégularités comme une carte d'identité périmée, voire aucune infraction.

Ces descentes se déroulent souvent avant l'aube. Les Roms et les Gens du voyage avec lesquels je me suis entretenu affirment qu'on ne leur montre presque jamais de mandat. « Les enfants tremblent de peur », déclarent les parents.

« Après cela, comment pouvez-vous croire que la police est là pour vous aider ? Ils ont même peur des agents de la circulation. »

Ce n'est pas le fait de quelques « brebis galeuses ». Il s'agit d'un problème systémique qui persiste dans de nombreux pays européens.

Au cours de mes voyages, j'ai recueilli des témoignages – des témoignages révoltants, qui expliquent pourquoi cette peur s'est enracinée. J'aimerais vous en faire part.

### ***Les descentes, le bus et les échos d'une peur profonde***

En Finlande, des femmes me racontent que les Roms ne sont pas traités comme des citoyens dotés de droits, mais comme un groupement à surveiller et dont il faut se méfier. Et lorsqu'ils ont besoin de l'aide de la police, ils n'osent pas appeler. Ils ont trop peur.



*Kristina Stenman, ancienne Ombudsman chargée de la non-discrimination, Finlande.*



En 2021, il est apparu que la police d'Helsinki avait surveillé secrètement les Roms entre 2013 et 2015. Des milliers de dossiers avaient été constitués sur des centaines de personnes. Selon l'ancienne Ombudsman chargée de la non-discrimination, Kristina Stenman, cette opération n'était pas une mesure de lutte contre la criminalité, mais plutôt « l'expression d'un racisme structurel profond à l'égard des Roms »<sup>64</sup>.

« Cette situation engendre isolement et méfiance », explique Kristina Stenman. « Seul un incident raciste sur dix contre les Roms est signalé : les gens ne croient pas que cela changera quoi que ce soit ou ils craignent d'avoir des ennuis ».

En Slovaquie, cinq femmes roms me racontent leur histoire. Elles ont pris un bus de Košice à Prešov pour aller travailler. Alors qu'elles s'installaient sur les sièges avant, le chauffeur leur a crié : 'Allez à l'arrière. Si vous voulez vous asseoir, asseyez-vous à l'arrière'.

« Il nous a insultées et humiliées », disent-elles.

Elles ont signalé l'incident à la compagnie, qui a reconnu sa faute. « Mais lorsque nous avons repris le bus, nous avons subi le même traitement. Nous n'allons pas voir la police. Nous ne lui faisons pas confiance ».

« Pourquoi je n'ai pas confiance dans les policiers ? »

« Parce qu'ils font des descentes chez nous. Ils nous pourchassent sans raison ».

Leurs paroles reflètent une peur plus profonde, qui ne trouve pas seulement son origine dans ce trajet en bus, mais dans des années d'expérience vécue.

Même si l'on me dit que les descentes policières à grande échelle qui semaient autrefois la terreur dans les lieux de vie roms en Slovaquie ont cessé, les souvenirs restent vivaces.

Les communautés portent encore le poids des violences passées – opérations brutales, traitements dégradants et appels à la justice restés sans réponse, même si elles ont été condamnées par la Cour européenne des droits de l'homme vers laquelle elles ont fini par se tourner<sup>65</sup>.

Le mécanisme national de prévention, mis en place en Slovaquie en 2023, et la formation régulière des policiers offrent une lueur d'espoir, mais la confiance reste fragile.

Les communautés hésitent encore à faire appel à la police, craignant l'indifférence ou les mauvais traitements.

Les lacunes persistantes dans les enquêtes – en particulier lorsqu'il s'agit d'examiner les préjugés

raciaux – continuent de jeter une ombre sur les progrès accomplis<sup>66</sup>.

En Grèce, on m'a rapporté des informations répétées faisant état de descentes de police dans des lieux de vie informel roms et de plaintes communautaires pour mauvais traitements<sup>67</sup>.

À Halandri, une femme rom raconte qu'elle conserve les reçus de chacun de ses achats pour empêcher la police de saisir ses effets personnels en arguant qu'ils ne lui appartiennent peut-être pas.

Elle m'a décrit une descente au cours de laquelle les autorités ont tenté de confisquer l'instrument de musique de son mari – son gagne-pain – et la dot de mariage de sa fille. Pendant la descente, des gaz lacrymogènes ont été lancés dans leur maison, malgré la présence d'enfants et de personnes âgées.

### **« C'est comme ça. Nous n'interviendrons pas. »**

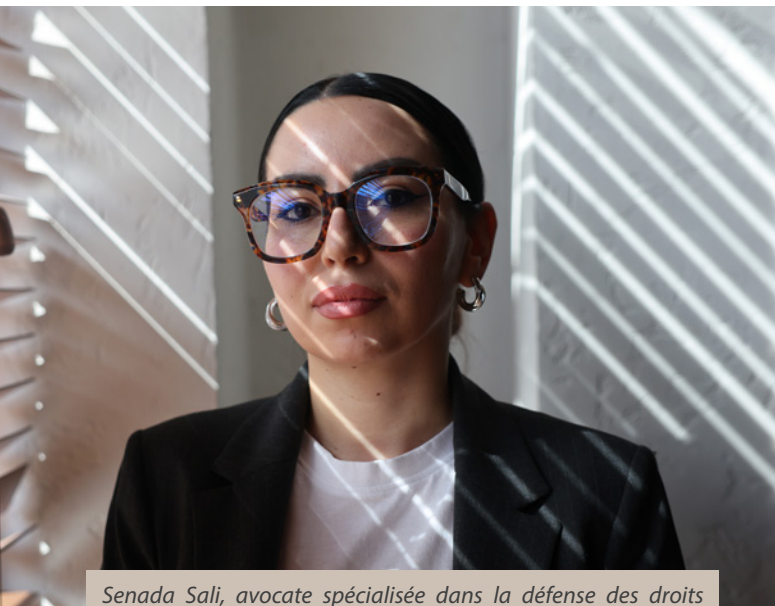
La défiance est si profonde que 31 % des *Travellers* qui ont été victimes d'une infraction au cours des cinq dernières années ne l'ont pas signalé à la police<sup>68</sup>.

Les femmes des communautés de Roms et de Gens du voyage m'ont dit qu'elles réfléchissaient à deux fois avant d'appeler la police, même dans les cas de violences à l'égard des femmes ou de violences domestiques.

Celles qui le font sont souvent renvoyées chez elles<sup>69</sup> en ces termes : « La violence est normale dans votre communauté. » « Nous n'interviendrons pas. »

Mais la violence à l'égard des femmes n'est pas l'apanage d'un groupe particulier. Le fait de la considérer comme « normale » dans certaines communautés est non seulement faux, mais cela enferme aussi les femmes dans un double piège : celui de la violence et celui des institutions censées les protéger qui détournent le regard. Pendant ce temps, des femmes perdent la vie.

Dans l'après-midi du 3 mai 2025, Ramajana Asan, 36 ans, a été assassinée par son compagnon à Chouto Orizari, en Macédoine du Nord, malgré ses appels au secours répétés auprès de la police<sup>70</sup>. Aujourd'hui largement condamnée, sa mort témoigne une fois de plus de l'inaction des autorités face à la violence conjugale et de la discrimination qui continue de priver les femmes roms en détresse de toute protection.



Senada Sali, avocate spécialisée dans la défense des droits humains, est la directrice juridique du Europaen Roma Rights Centre (ERRC), ONG qui utilise des recours stratégiques pour protéger les droits humains des communautés roms.

## La peur de parler – et les défenseurs de l'accès à la justice

Mais les affaires de discrimination et de violences à l'égard des Roms et des Gens du voyage arrivent rarement devant la justice. Pour quelles raisons ?

Les avocats qui traitent ce genre d'affaires décrivent les sentiments d'exclusion et de peur que de nombreux Roms et Gens du voyage ressentent.

La confiance dans le système judiciaire est érodée depuis longtemps. Même quand quelqu'un veut parler, les frais de représentation juridique sont souvent trop élevés – et les organisations de la société civile qui peuvent utiliser des recours stratégiques pour défendre les communautés sont rares. Les aides financières pour les frais de justice et les coûts de procédure sont minimes, voire inexistantes. En outre, il y a des peurs de représailles.

L'avocate Ioanna Kourtovik raconte une affaire survenue en Grèce : une famille rom organisait une fête lorsque la police a fait irruption dans le lieu de vie informel. « Ils ont battu une femme et des enfants et détruit la maison de la famille. Nous avons annoncé que nous allions porter plainte. Quelques jours plus tard, les policiers sont revenus pour menacer les habitants ».

Lorsque l'équipe juridique a demandé le nom des agents impliqués, les autorités ont refusé, invoquant le caractère « confidentiel » de ces informations.

Lorsque des Roms et des Gens du voyage comparaissent devant les tribunaux, ils se heurtent à un autre obstacle : des juges qui les traitent avec mépris et prononcent des peines excessivement sévères.

Mais les décisions commencent à changer lorsque les Roms et les Gens du voyage bénéficient du soutien d'avocats spécialisés et que ce soutien s'appuie sur la solidarité de la société et des institutions nationales chargées de la protection des droits humains et de l'égalité.

« Récemment, dans plusieurs affaires, les tribunaux grecs ont prononcé des acquittements pour des branchements électriques sauvage », explique Mme Kourtovik. « Ils ont déclaré que les familles avaient besoin d'électricité pour faire fonctionner des équipements médicaux ou permettre à leurs enfants d'étudier. »

## Quand le système vous lâche une fois de plus

D'une manière générale, les Roms et les Gens du voyage ont le sentiment que l'appareil judiciaire joue contre eux et qu'ils subissent une surveillance policière excessive en tant que suspects et une protection insuffisante en tant que victimes<sup>71</sup>.

En Grèce, des familles roms racontent que leurs caravanes ont été incendiées à Hérahklion Lagkada et que les enquêtes menées ont été peu convaincantes et n'ont abouti à rien. Ils ont perdu le fruit de leur labeur en quelques minutes, sans réponse ni réparation.

En Irlande, les données officielles confirment que les *Travellers*, en particulier les femmes *travellers*, sont largement surreprésentés dans les prisons. Bien qu'ils ne



J'ai rencontré l'équipe du projet Accès à la justice pour les Travellers irlandais à l'université de Limerick, en Irlande.

représentent que 0,7 % de la population, ils constituent 10 % des détenus masculins et jusqu'à 22 % des détenues féminines<sup>72</sup>.

On me raconte que les femmes *travellers* sont souvent incarcérées pour des infractions mineures, qui n'entraîneraient pas de peine d'emprisonnement pour d'autres personnes.

Parmi les membres de la communauté, les chercheurs et les responsables, l'opinion est claire : les mesures policières agressives, les peines plus sévères, la pauvreté et la discrimination généralisée dans la société contribuent toutes à la surreprésentation des *Travellers* dans les prisons.

Les Roms sont confrontés à une situation similaire dans toute l'Europe. Bien que l'absence de données ethniques masque le problème dans de nombreux systèmes judiciaires, des études montrent qu'un nombre disproportionné de Roms sont incarcérés, de l'Espagne à la Tchéquie, en passant par la Serbie et la Roumanie<sup>73</sup>.

D'autres rapports, relatifs à la Macédoine du Nord, font état de détenus roms incarcérés dans les quartiers les plus sordides des prisons<sup>74</sup>, de passages à tabac, de privation de soins médicaux et, dans certains cas, de décès en détention<sup>75</sup>.

Mais la peine ne s'achève pas à la libération des détenus. Un casier judiciaire ajoute un lourd degré de stigmatisation et ferme des perspectives.

## **Justice ?**

J'ai commencé ce chapitre avec le décès d'un jeune Rom de 18 ans des suites d'une course-poursuite policière.

Peu après, deux autres tragédies m'ont été signalées<sup>76</sup>.

En décembre 2022, Kostas Frangoulis, âgé de 16 ans, a été touché par un tir de la police lors d'une course-poursuite, après avoir quitté une station-service sans payer une facture de 20 euros de carburant.

Le policier responsable a été condamné à trois ans d'emprisonnement, avec sursis intégral.

En novembre 2023, Christos Michalopoulos, âgé de 17 ans, a également été abattu par un policier.

Chacune de ces vies perdues est une vie de trop.

Mais dans nos sociétés, ces incidents traduisent une tendance inquiétante, entretenue par l'impunité, le silence politique et la tolérance à l'égard des violences racistes.

Les familles de ces adolescents sont descendues dans la rue et cette fois-ci, elles avaient des citoyens et des avocats à leurs côtés.

Les mères tenaient une banderole sur laquelle on pouvait lire en grandes lettres « Justis ».

Cette mauvaise orthographe n'était pas une erreur : c'était un cri né de l'exclusion, commençant par un appel en faveur du droit de leurs enfants d'aller à l'école.

Une demande retentissante de dignité et d'autonomisation de la part de communautés longtemps marginalisées.

Pour une action policière sans racisme et pour la responsabilisation.

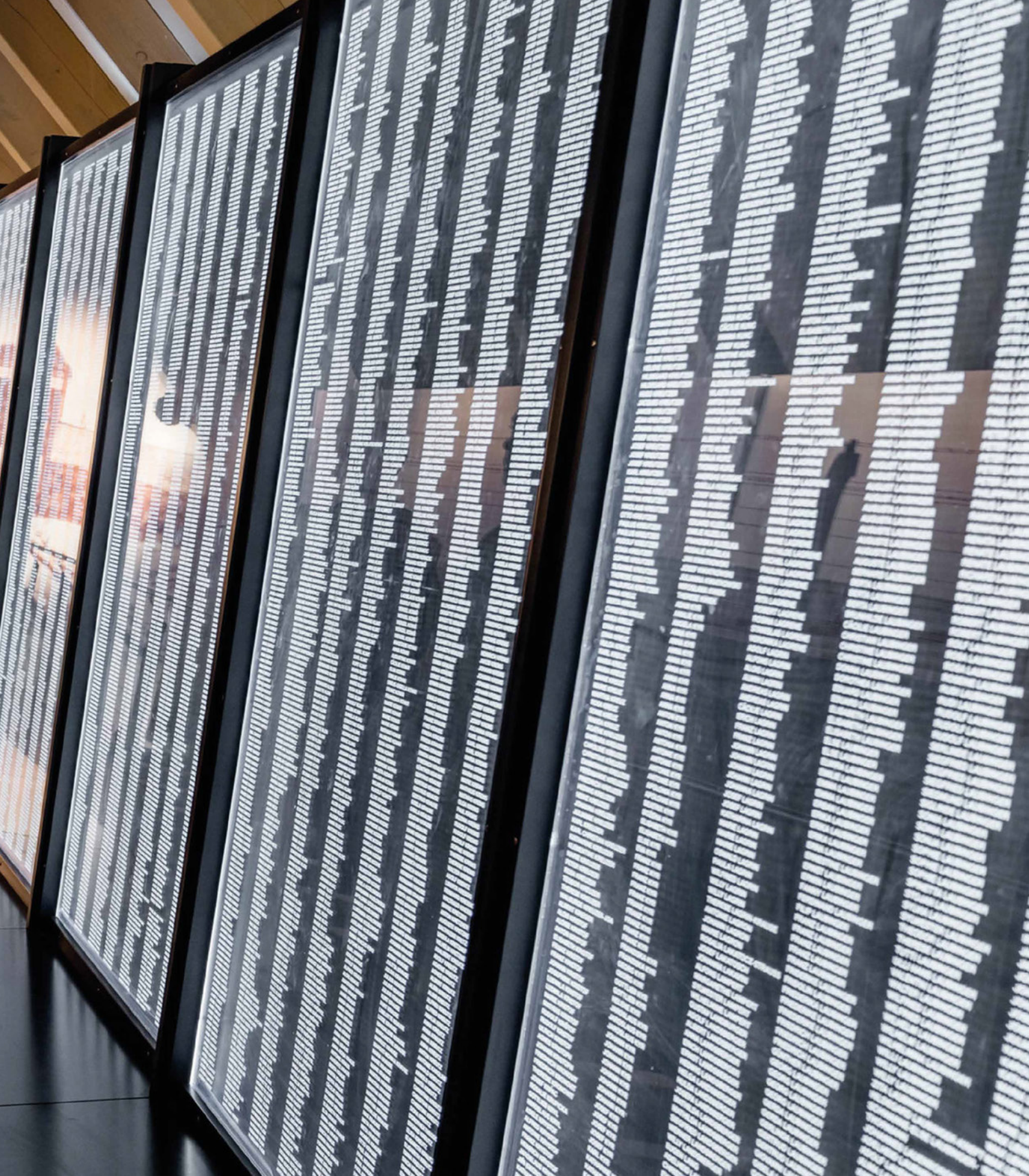
Un appel à un changement urgent et durable : pour mettre fin à l'impunité et instaurer un système judiciaire qui protège plutôt qu'il n'abandonne, peu importe qui vous êtes ou d'où vous venez.

Lors des funérailles de Kostas, 16 ans, à Thessalonique, en Grèce, le photojournaliste Achilleas Chiras a pris cette photo. Kostas est décédé en décembre 2022 après avoir été touché par un tir de la police lors d'une poursuite pour un impayé dans une station-service. Achilleas Chiras est lauréat du prix d'excellence en journalisme 2024 (programme conjoint EQUIROM de l'UE-CdE).





*Dans le Centre de documentation et de culture des Sintés et des Roms allemands à Heidelberg, en Allemagne, une salle de commémoration rend hommage aux victimes du génocide des Sintés et des Roms.*



# LES ARTS DE LA RÉSILIENCE

## Histoire à apprendre – culture à célébrer

C'était il y a plus de dix ans. Je voyageais en Allemagne comme touriste lorsque le train m'a conduit dans la ville universitaire de Heidelberg. Des groupes de jeunes étaient assis au soleil en train de boire du café. Des bateaux dérivait paresseusement sur la rivière.

Puis, dans un virage, j'ai aperçu le panneau de l'Exposition permanente sur l'Holocauste des Sintés et des Roms, décrivant les atrocités dont ces peuples ont été victimes pendant la Seconde Guerre mondiale – leur histoire, qui s'est déroulée parallèlement au meurtre systématique de six millions de Juifs européens et à la persécution et au massacre de millions d'autres personnes<sup>77</sup>.

Je suis entré.

Je suis resté longtemps devant une photographie.

Elle montrait un « examen racial » mené sous le régime nazi.

Le Centre de recherche sur l'hygiène raciale et la biologie démographique de l'Allemagne nazie a établi des tableaux généalogiques pour les Sintés et les Roms, les a photographiés, a enregistré leurs caractéristiques physiques (couleur des yeux, couleur des cheveux, groupe sanguin) et les a classés dans des dossiers. L'objectif était de classer et de suivre les Sintés et les Roms, qualifiés de « racialement inférieurs » et persécutés par un système qui établissait un lien entre leur ascendance et la criminalité.

Pour eux, seule la présomption de culpabilité s'appliquait.

S'en sont suivis la déportation, la torture et le meurtre de quelque 500 000 personnes, soit le *Samudaripen*, l'Holocauste des Roms<sup>78</sup>.

Pourtant pendant des décennies, l'histoire de leur génocide a été laissée dans l'ombre, cachée par la négation et l'antitsiganisme.

Mais même lorsque le monde refusait d'écouter, certains continuaient de dire la vérité.

### ***Une vérité dévoilée – mais nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir***

À Heidelberg, Romani Rose m'attend à l'entrée de l'exposition commémorative sur l'Holocauste des Sintés et des Roms<sup>79</sup>.

Cette fois-ci, je ne viens pas en touriste : j'ai répondu à son invitation, en tant que Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Romani Rose a perdu 13 membres de sa famille dans les camps de la mort. Il parle d'eux et de ceux qui ont survécu.



*Romani Rose préside le Centre de documentation et de culture des Sintés et Roms allemands et le Conseil central des Sintés et Roms allemands à Heidelberg, en Allemagne.*

La famille de Romani Rose possédait un cinéma. Après la guerre, ses membres ont choisi de ne pas quitter l'Allemagne. C'était leur patrie.

Après l'effondrement du régime nazi, les victimes du régime ont obtenu reconnaissance et réparation. Mais les Sintés et les Roms n'ont pas été reconnus victimes de persécutions raciales<sup>80</sup>.

« Les mêmes officiers qui avaient servi le Troisième Reich ont continué de travailler dans la police après la chute du national-socialisme », explique Romani Rose. « Ce sont eux qui ont décidé que les Sintés et les Roms ne méritaient pas de réparations, justifiant ainsi leurs propres atrocités. »

Mais Romani Rose et d'autres membres de sa génération étaient déterminés à mettre fin à la discrimination et à obtenir la reconnaissance du génocide nazi des Sintés et des Roms.

« Le Vendredi saint 1980, 12 Sintés ont entamé une grève de la faim à Dachau », se souvient-t-il, décrivant plusieurs étapes importantes du combat mené depuis des décennies pour les droits civiques des Sintés et des Roms allemands<sup>81</sup>. « Ce fut un acte moral fort, d'autant plus que certains grévistes étaient eux-mêmes des survivants. »

En 1982, le Gouvernement allemand a officiellement reconnu le génocide des Sintés et Roms<sup>82</sup>.

Aujourd'hui, la mémoire européenne et internationale<sup>83</sup> a une signification profonde pour les communautés et pour nous tous. Elle nous invite à nous souvenir, à nous engager en faveur de l'unité et à ne jamais laisser le passé se reproduire.

Le Centre de documentation et de culture des Sintés et des Roms allemands à Heidelberg et ses expositions sont le fruit d'un long combat pour la reconnaissance, la mémoire et l'égalité de la participation culturelle.

Romani Rose indique avec fierté que le programme de formation obligatoire des stagiaires de la police en Allemagne intègre à présent la visite du Centre.

Car l'histoire ne doit pas se limiter à une reconnaissance symbolique : elle doit être rendue visible, enseignée, ancrée dans la conscience publique. Il est essentiel de dire la vérité, dès le début, clairement et de manière cohérente.

Grâce à la documentation et à l'enseignement, les faits historiques concernant les Roms en Europe sont dévoilés : les horreurs et les injustices auxquelles ils ont été confrontés, les siècles d'esclavage<sup>84</sup>, les persécutions ininterrompues et le génocide.

Et avec cela, le pouvoir et la résilience des communautés. Leur art comme moyen de résistance. La richesse de leurs identités.

*Michael Collins verrouille la porte d'une roulotte à toit bombé dans l'aire d'accueil du parc d'Avila à Dublin. Il fait le tour de l'Irlande à bord de cette roulotte construite par son oncle, James Collins, pour conter son histoire.*



## **Diversité, beauté et richesse**

Les arts et les cultures des Roms et des Gens du voyage ne sont pas séparés de leur histoire en Europe ; ils en sont au cœur même. La diversité de leurs identités enrichit la mosaïque des cultures européennes, même si leur contribution et leur influence ont souvent été méconnues.

Des icônes de l'art européen portent l'influence rom ou ont même des origines roms. Le flamenco est une forme d'art née de la résistance rom et ensuite reconnue dans le patrimoine national de l'Espagne. Le *rondo* vigoureux de la septième symphonie de Beethoven, de nombreuses parties des œuvres musicales de Liszt, Brahms, Sarasate,

Dvorak, Ravel et beaucoup d'autres s'inspirent des traditions musicales roms voire les incarnent. Et la liste continue.

Comme ils me l'ont dit à Dublin, le combat continue pour de nombreux *Travellers* irlandais. Bien qu'ils soient reconnus comme minorité ethnique autochtone depuis 2017, ils restent trop souvent confrontés au mépris de leur langue, de leur art et du pilier de leurs traditions nomades : la culture séculaire de l'élevage de chevaux<sup>85</sup>.

« L'arrivée des Roms en Europe remonte à un millier d'années », explique la théoricienne de la culture, Timea Junghaus. « Et malgré une histoire violente, et même l'esclavage et le génocide, nous avons réussi à préserver notre patrimoine, notre culture et notre langue. »

*Deux garçons conduisent une carriole à Limerick, en Irlande.*



« C'est une culture de la résilience », ajoute-t-elle. « Une culture maintenue vivante par la voix affirmée des femmes roms, qui transmettent nos histoires de génération en génération, nourrissant leurs familles et l'histoire de leurs ancêtres avec mémoire et fierté. »

Des artistes comme Papusza et Ceija Stojka ont donné une voix à la dignité et à l'humanité des femmes roms, et se sont élevées contre la censure, l'oppression, et la violence au sein et au-delà de leurs communautés<sup>86</sup>.

Timea Junghaus est une curatrice d'art contemporaine et la directrice exécutive de l'Institut européen des arts et de la culture rom (IEACR), initiative conjointe du Conseil de l'Europe, des Open Society Foundations, et de l'Alliance pour l'IEACR, lancée en 2017 à l'initiative des dirigeants roms. L'IEACR promeut la culture rom dans toute l'Europe, sensibilise le public aux arts roms et lutte contre l'antitsiganisme<sup>87</sup>.

Elle parle avec admiration de la nouvelle vague d'artistes roms et de leur présence, qu'il s'agisse de jouer dans des productions Netflix ou de créer des bijoux artisanaux.

Dans le domaine des arts visuels, les Roms s'exposent dans de grandes institutions et lors de biennales, et sont accueillis dans de prestigieuses résidences. Dans le cinéma, les réalisateurs roms gagnent du terrain, en particulier dans les documentaires et les courts-métrages qui traitent de valeurs humaines communes.

La littérature rom entre dans une nouvelle ère. Les écrivains roms réclament une place sur la carte mondiale de la littérature.

« Quant à la musique, du flamenco à la musique classique, la tradition se perpétue avec un talent et une vitalité inégalée », ajoute Timea Junghaus.

Mais avant toute chose, les artistes des communautés de Roms et de Gens du voyage combattent des décennies de représentation trompeuse dans les médias et les industries culturelles. Ils parlent une langue nouvelle – celle de la fierté, de la libération, de l'auto-détermination et de la qualité d'auteur.



*Mort - Train menant des Roms vers Auschwitz-Birkenau (1992), peinture de Ceija Stojka (1933-2013), artiste rom, survivante de l'Holocauste qui a témoigné sur les camps et dénoncé le déni et l'oubli, ainsi que l'antitsiganisme généralisé en Europe. Œuvre de la collection du Musée de la culture romani, à Brno, Tchéquie.*

## **C'est fini : Opre Roma!**

« Les Roms sont constamment victimes de portraits caricaturaux », indique Timea Junghaus, en évoquant l'image ridicule des Roms dans le cinéma bien connu de l'Europe de l'Est. « Il s'agit là de violence visuelle. »

Et cela ne se limite pas à une région.

« Les Roms sont décrits de façon satirique, et nous sommes uniquement présentés comme des délinquants et des marginaux », déplore l'ancien député espagnol Ismael Cortés Gómez, qui a consacré sa vie à l'IEACR, en tant que membre de la direction, à lutter contre ces stéréotypes et à promouvoir la culture romani.

Mais avec Timea Junghaus, il souligne une autre injustice, moins visible : le déni du droit des communautés roms d'accéder à leur propre patrimoine culturel.

« Plus de 30 000 œuvres roms figurent dans les collections nationales », explique Junghaus. « Mais les Roms n'y ont pas accès. »

« Plus de deux millions de photographies de nos ancêtres sont archivées dans des archives et des musées ethnographique », ajoute Junghaus. Mais elles ne sont pas présentées avec des noms roms. Elles portent le nom des collectionneurs et des anthropologues.

Les communautés roms ont commencé leur quête de justice et d'égalité en 1971, lors du premier Congrès mondial des Roms organisé à Londres, avec une détermination sans faille : « C'est fini ! »<sup>88</sup>.

Le drapeau, l'hymne et la devise « Opre Roma! » (« Debout les Roms ! ») qu'ils ont choisis sont devenus les symboles de leur revendication d'une place légitime en tant qu'acteurs politiques de l'histoire.

Les Roms ont entrepris de revendiquer leur paternité et de redéfinir la manière dont ils seraient perçus.

Ils ne feraient plus l'objet des récits d'autrui. Ils ne seraient plus réduits au silence par des images déshumanisantes.

Ils racontent désormais leur propre histoire, avec clarté et dignité.



*Le 8 avril 2025, jeunes leaders et travailleurs de jeunesse Roms issus des communautés Roms et Gens du voyage, participant au séminaire « Roma Youth Together », défilent avec le drapeau rom pour marquer la Journée internationale des Roms à Strasbourg, en France.*

## ***Sukaripe, la beauté de l'âme***

« Passons à une représentation très différente des Roms », dit Timea Junghaus, en évoquant l'œuvre d'un photographe rom contemporain.

Les photos immortalisent des moments de fête, de contestation, ainsi que des artistes roms et sintés recevant des récompenses, ou montant sur scène sous les applaudissements.

Sur ces photographies, ils apparaissent tels qu'ils sont : talentueux, confiants, visionnaires, attachés à leur identité et acteurs du changement. En regardant ces images, je pense aux jeunes femmes et hommes appartenant aux communautés de Roms et de Gens du voyage qui partagent la douleur d'une enfance privée de modèles issus de leur communauté.

« Quand j'étais enfant, je ne voyais personne qui me ressemblait jouer un rôle positif. Cette absence est profondément préjudiciable », déclare l'actrice, cinéaste et ARTiviste Alina Șerban, se remémorant son enfance en Roumanie.

« La représentation est un pouvoir. Je veux que les filles roms sachent que leur identité est une source de pouvoir, et non de honte », ajoute-t-elle.

Spyros, un jeune Rom grec de 25 ans, a parlé d'une chanteuse qu'il admirait qui avait un jour révélé ses origines roms, avant d'être immédiatement sommée de se rétracter par sa maison de disques. Comme beaucoup

de jeunes de sa génération, il aspirait à voir les membres de sa communauté non seulement réussir, mais aussi le faire en étant fiers de leurs racines.

Spyros est l'un des six jeunes Roms au centre d'une campagne lancée en Grèce dans le cadre d'une émission diffusée sur les chaînes de télévision et les réseaux sociaux.

La campagne n'avait qu'un seul mot en devise : « Sukaripe »<sup>89</sup>.

« Cela signifie "beauté de l'âme", dit fièrement Spyros. « Ça vient de notre langue – le romani. »

## ***Amazones et combattantes***

Hilja Grönfors s'est produite devant une salle comble au Centre musical d'Helsinki pour rendre hommage au patrimoine musical rom qu'elle a porté toute sa vie.

« Cela a été un moment unique », déclare, émue, cette musicienne folk, docteur honoris causa de l'université des arts d'Helsinki et membre de l'Académie finlandaise. « Nous vivons en Finlande depuis des siècles, mais beaucoup de gens n'ont jamais entendu de musique romani. Et ils sont encore moins nombreux à connaître notre langue. J'espère que la musique peut ouvrir les cœurs. »

Elle chante une mélodie envoûtante, *a cappella*. Puis explique la signification de ces chansons.



*Hilja et Helena Grönfors, originaires de Finlande. Hilja est musicienne folk. Elle a reçu un doctorat honorifique de l'Université des arts d'Helsinki et est membre de l'Académie finlandaise. Helena est pédagogue et artiste textile.*

« Dans notre culture, ce qui compte, c'est la coexistence. Se regarder dans les yeux. C'est ainsi que le changement commence. Nos chansons avertissent, éduquent, donnent de la force. Quand je chante, je partage des histoires de mon enfance, je transmets nos valeurs. »

Hilja et sa sœur Helena, qui est pédagogue et artiste textile, travaillent également avec le Musée finlandais de la culture romani<sup>90</sup>, où elles préservent l'artisanat traditionnel, organisent des ateliers et enseignent la langue romani.

Enseigner le romani, tout comme préserver et célébrer les arts et les cultures des Roms et des Gens du voyage, constituent un acte de résistance. Contre l'effacement. Contre la déformation. Contre le silence.

« Être ARTiviste, c'est utiliser ma créativité et mon expérience de vie pour lutter contre l'injustice et redonner de la visibilité à ceux qui sont effacés. Je n'ai pas choisi l'art comme un luxe. Je l'ai choisi parce que je n'avais pas d'autre moyen de survivre, de m'exprimer, d'être vue », explique Alina Șerban.

Dans tous les pays que j'ai visités, j'ai vu des femmes gardiennes de la mémoire et actrices du changement.

Les femmes artistes roms – poétesses, écrivaines, cinéastes, musiciennes – sont au cœur de cette action. À travers leur travail, elles jettent des ponts entre les générations, brisent les silences et disent la vérité sans concession.

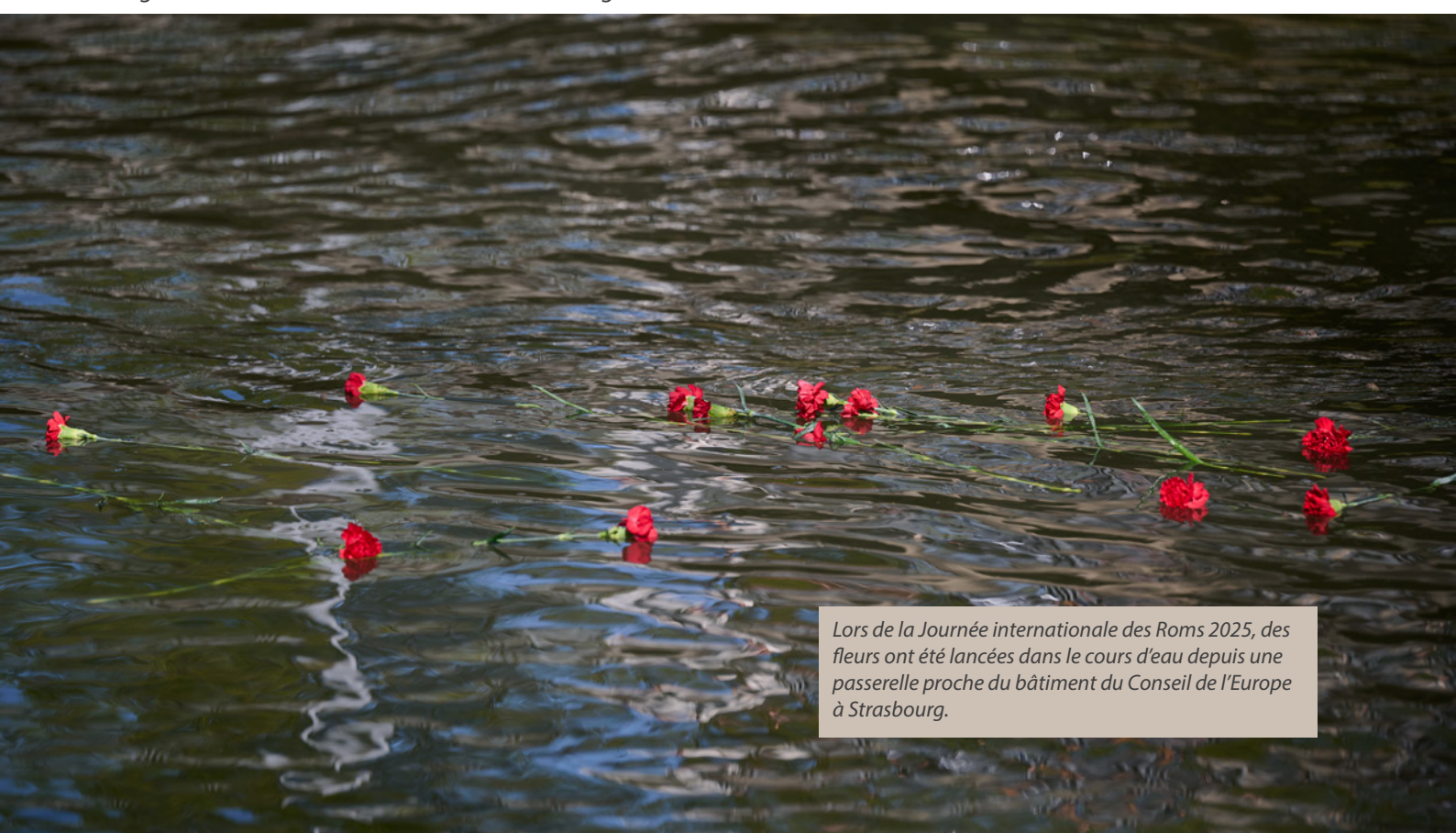
« Dire la vérité à travers le cinéma, le théâtre et la narration est un acte de résistance. Sans mémoire, il ne peut pas y avoir de justice », poursuit Alina Șerban. « Nous sommes des Amazones et des combattantes. Nous sommes une contre-culture à toute forme de racisme », déclare Timea Junghaus.

Nous sommes le 8 avril. La Journée internationale des Roms.

À Strasbourg, nous nous réunissons avec de jeunes Roms et Gens du voyage dans toute l'Europe et lançons des fleurs rouges dans les cours d'eau – symboles de souvenance, d'espoir et de solidarité.

Et je porte en moi les mots d'une femme rom :

« Notre combat consiste à montrer au monde que les Roms sont fiers et de dignes. Dans le respect, il y a une voix – de nombreuses voix, jamais le silence. »



*Lors de la Journée internationale des Roms 2025, des fleurs ont été lancées dans le cours d'eau depuis une passerelle proche du bâtiment du Conseil de l'Europe à Strasbourg.*

# QUE FAISONS-NOUS FACE À L'UN DES PLUS GROS SCANDALES EUROPÉEN EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS ?

## Les mécanismes de protection

Au fil de ces pages, nous avons parcouru un long chemin ensemble.

Tout au long du chemin, des femmes et des filles des communautés de Roms et de Gens du voyage, des actrices du changement issues de ces communautés, ainsi que leurs alliés, ont généreusement partagé leurs témoignages empreints de résistance, d'espoir et de réussite.

Mais nous-mêmes, que faisons-nous, en tant qu'institutions, en tant que sociétés ?

Car tout comme les politiques et les mécanismes de protection laissent des traces, l'indifférence et l'inaction en laissent aussi. Tout s'imprime sur les corps et âmes des êtres humains – sur nous tous qui partageons ce monde.

Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas. Les données disponibles, aussi fragmentaires soient-elles, sont accablantes. Nous connaissons la vérité : les inégalités et les abus sont le résultat direct du racisme, de la discrimination et de l'injustice systémique.

Des structures de pouvoir biaisées, une exclusion permanente de ces communautés et une situation d'extrême dénuement.

Il est impossible de remédier à cet état de fait qu'avec de bonnes intentions et des promesses écrites.

Les mécanismes de protection des droits humains sont constitués d'un ensemble complexe d'institutions, de lois, de partenariats et de mécanismes qui interagissent entre eux.

Explorons quelques-unes de ces initiatives, en gardant à l'esprit qu'il s'agit de travaux en cours, appelés à s'améliorer.

### ***Cadres européens de protection***

Il y a plusieurs années, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (UE) ont pris l'engagement solennel d'améliorer la vie des Roms et des Gens du voyage dans tous leurs États membres<sup>91</sup>.

Ils ont établi des normes, lancé des initiatives novatrices et uni leurs forces<sup>92</sup> – tout en fournissant des financements – en vue d'accélérer l'action de l'Europe en matière de protection et de promotion des droits des Roms et des Gens du voyage.

Certaines réussites manifestes méritent d'être partagées et reproduites à plus grande échelle.

Toutefois, l'écart reste grand entre les objectifs et la réalité. Trop souvent, les progrès sont limités et inégaux et dans certains pays, il est devenu plus urgent que jamais de combler ce fossé.

Il est temps d'affronter cette réalité et d'aller au-delà des interventions à court terme, des financements restreints (et souvent inaccessibles), d'organismes nationaux sans moyens et de mesures symboliques.

Un véritable changement exige de réunir certaines conditions : des priorités claires, des choix de financement stables et stratégiques adaptés aux besoins réels, une approche holistique, et une surveillance rigoureuse associée à l'obligation de rendre des comptes. Il est également impératif de travailler en partenariat avec les Roms et les Gens du voyage, de dénoncer les préjugés et d'œuvrer ensemble à l'amélioration de la situation.

Une vision et une volonté politique doivent s'imposer pour que des projets virtuels puissent se concrétiser et évoluer dans la durée avec constance.

De la part des institutions européennes, des chefs de gouvernement, des collectivités locales, des organismes de financement et de quiconque est à même d'apporter un appui, cet engagement doit être profond. La solidarité est essentielle.

## ***Tisser des liens***

Lorsque chaque pièce s'assemble, l'image complète apparaît : une vision de changement durable.

Le lien essentiel entre besoins, politiques et financements doit se traduire par une action cohérente, guidée par les contributions des communautés, et mise en œuvre de manière efficace, respectueuse, dans les délais - et aussi longtemps que nécessaire.

« Pour relever véritablement les défis complexes auxquels les communautés roms sont confrontées, nous devons adopter une perspective européenne plus ambitieuse – qui tienne compte de l'ampleur des problèmes et prévoit des investissements suffisamment importants. De petits efforts sporadiques ne suffiront pas », affirme Belén Sánchez-Rubio, directrice du service international de la Fundación Secretariado Gitano, qui gère le secrétariat technique du Réseau européen pour l'égalité des Roms au titre des fonds de l'UE<sup>93</sup>.

La bonne approche est holistique, intégrée, centrée sur la communauté et durable. Qui commence par reconnaître le racisme encore ancré dans nos sociétés et nos institutions, et s'engage à déployer tous les

outils et mécanismes disponibles pour faire cesser la discrimination, où qu'elle se manifeste.

Une approche qui prend en compte les femmes et les filles des communautés de Roms et de Gens du voyage, non pas de façon rétroactive, mais dans le cadre du plan initial dont elles doivent être partie agissante. Une approche qui examine comment les mesures fonctionnent réellement pour les femmes et les filles, et comment éviter les répercussions qui pourraient leur nuire.

## ***Tracer des « lignes rouges » pour aujourd'hui et pour demain***

Pour obtenir des résultats, les politiques doivent également servir de repères en matière de progrès et de responsabilité – en utilisant pleinement tous les mécanismes d'application, y compris la puissante procédure d'infraction de l'UE. Il faut tracer des lignes rouges, c'est-à-dire des limites claires que les institutions européennes n'autoriseront pas les États membres à franchir, afin d'envoyer un signal fort indiquant que les droits humains des Roms et des Gens du voyage ne sont pas négociables.



*Une habitation dans le lieu de vie informel de Tsairia, à Thessalonique, en Grèce.*

À l'avenir, la situation des Roms et des Gens du voyage en matière de droits humains ne doit pas être négligée dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et le financement de toutes les politiques sectorielles. Il convient d'associer des mesures ciblées à des cadres plus larges relatifs au coût des logements, à la pauvreté des enfants, à l'éducation ou visant à faciliter les transitions numériques et écologiques, la compétitivité et l'innovation. L'intégration ne doit jamais aboutir à ignorer ou à minimiser la situation des plus démunis ; elle doit au contraire favoriser la mise en place d'un système de protection cohérent qui ne laisse personne de côté.

Mais l'inclusion sur le papier ne suffit pas. Elle nécessite que les fonds nécessaires soient investis, de la bonne manière et là où il faut.

### ***Ce que nous refusons de voir***

Les investissements doivent aussi cibler un autre domaine critique : le racisme ancré dans les institutions publiques. Les écoles, le système de santé et d'autres services publics. La police et la justice. Les centres du pouvoir. Il ne s'agit pas d'une seule personne ou d'un seul bureau, mais plutôt de systèmes qui sont conçus de manière à exclure



par défaut les Roms et les Gens du voyage, à travers des couches d'inégalités historiques, des préjugés ancrés et des décisions qui les ignorent.

Pour faire réellement progresser les droits humains des Roms et des Gens du voyage, nous devons lutter contre le racisme là où il est le plus enraciné.

« L'antitsiganisme est peut-être le plus grand obstacle à l'inclusion des Roms », déclare Sheena Keller, experte en inclusion sociale et défenseuse des droits des Roms, actuellement responsable sectorielle principale dans le cadre du mécanisme des subventions de l'EEE et de la Norvège.

« Le financement et les stratégies nationales tardent à s'engager sur cette voie et l'argent n'est clairement pas la seule condition nécessaire. Les ministères ont besoin de soutien, d'expertise et de conseils pour élaborer des politiques à la fois efficaces et respectueuses. Ils doivent également s'engager efficacement auprès des Roms. »

Les mesures doivent converger de plusieurs directions, en conjuguant un soutien proactif, tel que le renforcement des capacités, et une réponse ferme – responsabilité et réparation – lorsque des violations surviennent.

Mais le soutien fait souvent défaut, ou est retiré, précisément là où il pourrait avoir un impact décisif – les recours stratégiques en sont un exemple flagrant.

Lorsque la Cour européenne des droits de l'homme a rendu son jugement dans l'affaire d'Elmazova contre la Macédoine du Nord – affaire précédemment mentionnée, elle a porté un coup à la ségrégation scolaire et enjoint les autorités nationales et autres à agir dans ce sens.

Toutefois dans les faits, malgré la série d'autres décisions de la Cour<sup>94</sup>, de telles victoires judiciaires – qui ont un écho bien au-delà de la salle d'audience – restent rares pour de nombreuses communautés de Roms et de Gens du voyage.

Comme cela s'explique-t-il ?

Les raisons sont multiples, notamment la réticence à investir dans un recours qui vise au final à sommer les donateurs de rendre des comptes.

Or comment les défenseurs peuvent-ils porter une affaire devant la justice en l'absence de fonds pour payer les honoraires d'un avocat voire l'éclairage des bureaux ?

Par nécessité, certaines organisations se sont tournées vers les États-Unis pour obtenir des aides et elles en ont reçues, jusqu'à ce que l'administration en cours réduise les financements consacrés à la défense des droits humains.

Cette action a rapidement déclenché un effet domino, creusant ce déficit et contraignant de nombreuses organisations à fermer la porte ou à travailler sans rémunération.

Et alors que les autres structures de financement devraient prendre le relais pour combler ce déficit, certaines réduisent actuellement leurs fonds ou se retirent complètement là où elles sont plus que jamais nécessaires<sup>95</sup>.

### ***Les gouvernements centraux – des acteurs de premier plan en théorie, mais pas toujours dans les faits***

En réalité, les communautés de Roms et de Gens du voyage figurent rarement dans les priorités politiques. De nombreux discours sur les stratégies nationales d'intégration risquent de devenir des promesses vaines, faute de mise en œuvre, de suivi, de financement ou de responsabilité adéquats.

L'UE et le Conseil de l'Europe apportent une orientation, une expertise et un financement. Mais il appartient au premier chef aux États membres et aux gouvernements centraux de prendre les décisions, de gérer les ressources, de coordonner les mesures et de les mettre en œuvre efficacement.

« L'Union européenne crée des fonds ciblés – mais la façon dont ces fonds sont utilisés voire s'ils le sont reste à la discrétion de chaque gouvernement national », explique Belén Sánchez-Rubio.

Le temps entre aussi en ligne de compte. « Le fait de changer les mentalités, de renforcer la confiance et de créer de réelles opportunités ne se fait pas en un jour. Mais les fonds sont souvent alloués à court terme, même dans le cadre de budgets à plus long terme », ajoute-t-elle.

« Cela perturbe les processus qui nécessitent une constance. Si vous engagez un programme

d'enseignement pour que des enfants rattrapent leur retard par rapport à certains indicateurs, et que son financement s'arrête à mi-parcours, ce soutien disparaît, et avec lui, les progrès des enfants. »

Trop souvent, les responsables ignorent l'impact réel de ces interruptions, peut-être parce qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans un lieu de vie informel ou pris place à la table d'une famille rom ou encore parce que les communautés de Roms ou de Gens du voyage n'ont pas été consultées lors de la prise de décisions officielles.

Mais comme j'ai pu l'apprendre, le changement naît souvent sur le terrain. Lorsque les responsables politiques sont confrontés à la réalité, les choses peuvent évoluer.

### ***Le grand changement survient souvent à l'échelle locale – et l'inaction n'est pas une option***

Après des décennies de travail dans ce domaine, une chose est devenue claire : les progrès réels commencent – ou finissent – avec le maire.

Les autorités locales comprennent la structure de leurs communautés, les relations et les besoins qui sont rarement mentionnés dans les rapports. Elles détiennent les clés de l'accès, de la familiarité et de la confiance, des outils essentiels pour répondre aux besoins réels avec dignité et précision. Ce sont les acteurs qui connaissent le mieux leurs communautés.

Toutefois, s'agissant des pouvoirs locaux, le scandale provient souvent non pas du manque de fonds mais de leur mauvaise utilisation.

Dans certains cas, les pouvoirs locaux ont même restitué des fonds inutilisés, non pas parce que les besoins étaient satisfaits, mais parce que les fonds n'avaient jamais été investis. En raison d'un manque de volonté, de la crainte d'une réaction négative des électeurs, d'un manque de spécialistes, et du racisme.

Certains organismes de financement élaborent aujourd'hui des stratégies visant à accroître la participation des autorités locales et leur accès au financement, notamment en leur offrant de meilleures conditions de cofinancement et une assistance technique pour solliciter des financements et mettre en œuvre les projets.



*Vaska Bajramovska-Mustafa, Ombudsman adjointe, Macédoine du Nord.*

Dans la pratique, le processus est souvent semé d'embûches.

« Je vois d'excellents projets qui n'avancent pas pour la seule raison qu'aucun partenaire local ne veut s'engager », explique Sheena Keller. « Certains maires évitent soigneusement d'être associés à des initiatives en faveur des Roms en raison de la stigmatisation de cette population. »

Des résultats sont souvent visibles lorsque des dirigeants locaux audacieux, dont le mandat dépasse les cycles électoraux, parviennent à transcender leurs intérêts personnels et à ancrer l'inclusion dans la politique et pas seulement la personnalité.

Les pouvoirs décentralisés ont eux aussi leur lot de problèmes, comme des obligations sans la capacité de lever suffisamment de fonds ou d'acquérir les compétences requises, des lacunes en matière de coopération et de coordination, et des responsabilités divisées et floues qui finissent par paralyser toute progression, là encore avec peu de responsabilité.

Des initiatives telles que celle que j'ai mentionnée au premier chapitre, lancée par la municipalité de Halandri, en Grèce, pour que les familles roms puissent être relogées dans de meilleures conditions<sup>96</sup> montrent les inconvénients inhérents au fait que les autorités locales ne disposent pas de ressources suffisantes pour remédier aux problèmes auxquels les communautés sont confrontées.

Les gouvernements centraux doivent intervenir, en respectant l'obligation de l'État de protéger les droits humains. La décentralisation doit permettre d'apporter les meilleures réponses possibles compte tenu du contexte local – et non servir d'excuse pour éluder toute responsabilité.

### ***Les alliés nationaux qui se présentent***

À l'échelle du pays, les institutions nationales chargées de la protection des droits humains et de l'égalité constituent des alliés institutionnels précieux pour les

Roms et les Gens du voyage. Elles peuvent traiter des cas individuels, contribuer à l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux, décrire les lacunes en matière de protection et élaborer des recommandations sur la marche à suivre, en proposant régulièrement des approches nouvelles et des innovations.

Vous vous souvenez peut-être qu'en Finlande, la Ombudsman chargée de la non-discrimination est venue en aide à deux jeunes coiffeuses roms qui avaient été congédiées pour avoir porté une tenue traditionnelle – une affaire qui a fait jurisprudence.

En Irlande, à la suite d'une plainte de groupes de défense des *Travellers*, l'Ombudsman pour les droits de l'enfant a lancé une enquête sur l'état déplorable de l'aire d'accueil de Spring Lane<sup>97</sup>. L'enquête a permis de mettre en évidence de graves risques non décelés relatifs à la santé et à la sécurité des enfants. Pour les corriger, un investissement de 17,9 millions d'euros a été annoncé en 2024 en vue de mettre le site à niveau – une collaboration prometteuse entre les pouvoirs locaux, des institutions indépendantes et la communauté elle-même.

En Macédoine du Nord, le Ombudsman et la Commission pour la prévention et la protection contre la discrimination (CPPD) ont régulièrement décrit la ségrégation scolaire à laquelle les enfants roms étaient confrontés et élaboré des recommandations pour que les autorités y remédient. La CPPD s'est également saisie de la question de la discrimination intersectionnelle des femmes roms<sup>98</sup>.

En Slovaquie, le Centre national des droits humains et le défenseur public des droits ont fait entendre leurs voix sur le besoin urgent de rendre justice aux femmes



*En haut : Carmen Gheorghe, présidente d'E-Romnja, ONG qui défend les droits humains des femmes et des filles roms en Roumanie.*



*En bas : femmes roms qui cuisinent ensemble avant une réunion d'E-Romnja.*

roms qui ont été victimes de stérilisation forcée. Ils ont également fourni des documents sur des formes diverses de ségrégation, y compris dans des établissements d'enseignement et de santé.

En octobre 2024, j'ai réuni les organismes chargés de l'égalité dans un large éventail d'États membres de Strasbourg pour discuter de la façon de s'assurer que les personnes de nos sociétés qui sont marginalisées, y compris les communautés de Roms et de Gens du voyage<sup>99</sup>, puissent réellement accéder à leurs services. J'ai été impressionné par le dynamisme de certains de ces organismes, qui communiquent avec les communautés et visitent les lieux de vie régulièrement. Nous avons échangé sur l'importance de la présence de Roms et de Gens du voyage dans les conseils d'administration et le personnel de ces organismes.

Malgré cela, les organismes nationaux chargés de la protection des droits humains et de l'égalité subissent une tension croissante. Ils doivent faire face à des restrictions budgétaires et à une pression politique accrue. Mais ces contextes difficiles ne justifient en rien la diminution du soutien des États. Ils rendent au contraire son renforcement plus urgent que jamais.

### **« Rien sur nous sans nous »**

Dans ce système, c'est la société civile qui agit avec le plus de vigueur – les organisations, les avocats, les défenseurs, les communautés de Roms et de Gens du voyage elles-mêmes et en leur sein, les femmes notamment.

Ce sont elles qui non seulement portent le poids de l'injustice mais connaissent aussi la résilience, la diversité, la force collective et la solidarité. Elles promeuvent le changement, fondé sur des données factuelles. Elles assurent l'organisation, la défense, l'émancipation. Elles renforcent la confiance là où les institutions échouent.

Et bien qu'elles encourent toutes sortes de risques, leur voix ne faillit pas :

« Rien sur nous sans nous ».

La société civile exige que les droits des Roms et des Gens du voyage ne soient pas relégués à la marge, mais en tête des priorités – comme une partie intégrante du tissu social européen. L'opinion appelle les donateurs et les structures de financement à travailler étroitement dès

le départ avec les communautés, en vue de financements et d'investissements ciblés et adaptés aux besoins – pas simplement pour cocher les cases de projets donnant droit à des subventions.

Malgré cela, chaque mois, de nouvelles organisations arrivent au bord du gouffre ; leur survie dépend de l'obtention de subventions à court terme qui financeront à peine leurs activités journalières et laisseront peu de place à l'évolution ou à l'innovation.

Leur engagement risque de se focaliser sur les attentes des donateurs, au lieu de combler les véritables besoins. Leur rôle se réduit à celui de prestataires de services pour des lignes de financement prédéfinies.

« Les fonds publics sont généralement gérés selon des cadres et des priorités prédéfinis et dépendent en fin de compte des projets qui sont présentés. Il n'est pas facile d'intégrer l'intersectionnalité dans les structures de financement », explique Sheena Keller, à propos du manque de fonds ciblant la demande réelle. « Il convient de mettre en place des appels à financements spécifiques – explicitement et exclusivement centrés sur le soutien aux femmes roms ».

« Il convient de mettre un terme aux politiques, programmes, décisions et institutions dans le cadre desquels sont planifiés et mis en œuvre des projets pour les femmes roms, sans les femmes roms », affirme Carmen Gheorghie, présidente d'E-Romnja.

« Les femmes et les filles roms aidées de ceux qui les défendent doivent être considérées comme des expertes de leur propre vie. Il faut donc financer directement leurs initiatives, les convier à participer aux processus décisionnels et veiller à ce que leurs voix soient non seulement entendues, mais aussi respectées et prises en compte » souligne l'actrice, cinéaste et ARTiviste roumaine Alina Șerban.

Le financement limité reste un problème. Les modèles de financement exigent souvent que les organisations qui travaillent sur le terrain avancent elles-mêmes les coûts, le remboursement étant retardé de plusieurs mois – un système inégalitaire qui favorise les organisations disposant de ressources importantes et oppose les quelques acteurs de la société civile les uns aux autres dans une course à des financements déjà rares. Les liquidités deviennent un obstacle pour ceux qui n'ont pas d'assise financière solide, comme les petites

organisations locales. Sans financement de base pour les maintenir à flot, leur survie devient un combat quotidien.

Pourtant, ce sont elles qui sont appelées à combler toutes les insuffisances que l'État laisse derrière lui. Ce sont elles qui se présentent quand personne d'autre n'intervient.

« Notre histoire n'est pas seulement une suite de luttes, nous sommes les architectes du changement », a déclaré Almedina Skenderi, jeune militante rom de l'ONG Voice of Roma, Ashkali and Egyptians in Kosovo\*, pendant les célébrations à Strasbourg de la Journée internationale des Roms le 8 avril 2025<sup>100</sup>.

J'y crois aussi.

Je l'ai appris des filles et des garçons qui disent leur vérité avec fierté. Des enfants qui refusent de vivre dans des limites qu'ils n'ont pas choisies.

« Nous avons de grands objectifs pour notre avenir. Soyons fiers. »

Et il y va de notre responsabilité non seulement d'écouter, mais aussi d'exploiter toute la puissance du mécanisme de protection des droits humains, en créant des opportunités pour que les communautés puissent se forger un avenir selon leurs propres conditions.

# UNE RÉELLE URGENCE

En juin 2024, dans la banlieue de Thessalonique, un groupe de jeunes enfants roms s'est rassemblé autour de moi pour me parler de leurs rêves : devenir pilote, avocat, esthéticienne.

Dans d'autres régions d'Europe, j'entends d'autres rêves : « Je rêve que nous soyons tous égaux. »

« Je veux juste un endroit décent où vivre. »

« Je rêve que des centaines de femmes et de filles roms défilent dans les rues avec fierté et occupent l'espace comme tout le monde. »

« Je rêve que les enfants des communautés de Gens du voyage célèbrent leur culture, soient eux-mêmes et aient des opportunités. »

Je ne sais pas si ces rêves se réaliseront un jour. Je l'espère sincèrement. Mais ce que je sais, c'est que pour que ces rêves deviennent réalité, il faut passer à l'action.

Avant toute chose, nous devons combattre le racisme. L'indifférence. L'injustice.

Mettons fin au racisme et à la discrimination profondément ancrés dans nos sociétés, qui ignorent et réduisent au silence les Roms et les Gens du voyage, tolèrent les violences policières, ségréguent les enfants dans les écoles et les femmes dans les maternités, et les excluent des lieux de travail et des quartiers voisins.

Qui obligent les êtres humains à se battre quotidiennement pour leurs droits et leur dignité, voire leur survie, dans des sociétés censées défendre les droits humains, la démocratie et l'État de droit.

Il y va de notre responsabilité à tous de briser le cercle vicieux de la marginalisation.

L'Europe et ses institutions, les gouvernements nationaux, les autorités locales et régionales partagent tous cette responsabilité de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte<sup>101</sup>.

Nous devons lutter contre les discours qui divisent le monde entre « nous » et « eux ».



Almedina Skenderi, productrice de podcasts et militante rom de l'ONG Voice of Roma, Ashkali and Egyptians in Kosovo\*.

Secouer toute une société qui ne réagit pas avec la même urgence, la même empathie, à chaque injustice.

Éliminer les obstacles à l'autonomisation des femmes et des filles. Écouter les femmes et les filles, les soutenir et leur offrir un espace et des occasions de défendre leurs droits et d'être les actrices du changement.

Soutenir sincèrement les initiatives menées par des Roms et des Gens du voyage, en particulier celles centrées sur la défense des droits humains des femmes et des filles. Pas seulement en paroles, mais par des actions concrètes : en modifiant les rapports de force, en redistribuant les ressources et en accordant une place centrale à leurs besoins et à leurs priorités.

Être attentifs aux personnes victimes d'intolérance par rapport à certains aspects spécifiques de leur identité et les protéger des effets cumulés de la discrimination intersectionnelle.

Ne pas oublier les acteurs locaux. Investir dans les initiatives locales, l'autonomisation et le développement des communautés.

Veiller à ce que les cadres techniques, les règles bureaucratiques et les mécanismes de financement répondent réellement aux besoins concrets des communautés et des individus.

Tout au long de ce parcours, je vous ai invités à vous regarder dans le miroir, à réfléchir, à remettre en question vos idées reçues et à faire preuve de solidarité.

Nous devons agir sans tarder, car l'urgence est réelle.

Toutes les ressources sont déjà là : les connaissances, les bonnes pratiques, les outils.

Ce qu'il nous reste à faire, c'est de nous donner les moyens de les utiliser.



*Une fille dans le lieu de vie informel de Tsairia à Thessalonique, en Grèce.*

# IL Y VA DE NOTRE RESPONSABILITÉ

## Un appel à l'action

Nous avons tous la responsabilité de construire un monde où chacun puisse vivre en sécurité et dans la dignité.

Nous devons accepter le fait que les injustices dans nos sociétés nous concernent tous.

Les préjugés, le racisme et la discrimination dont sont aujourd'hui victimes les Roms et les Gens du voyage trouvent leur origine dans des siècles de violence et d'exclusion, ce qui met cruellement en relief notre échec collectif.

Il revient à chacun d'entre nous, à vous et à moi, de transformer tout cela.

De briser le silence de l'indifférence et de faire entendre nos voix.

De déconstruire les stéréotypes et de lutter contre les inégalités et les injustices dans notre vie quotidienne.

D'exiger que tous, les individus comme les institutions, respectent la loi, assument leurs responsabilités et passent de la parole aux actes.

### ***Chacun d'entre nous, et nous tous ensemble, nous devons :***

***Reconnaître*** et dénoncer l'antitsiganisme et la discrimination ; les combattre à tous les niveaux, partout et par tous les moyens disponibles.

***Écouter*** et respecter les voix des Roms et des Gens du voyage, en particulier celles des femmes et des filles, en veillant à ce qu'ils aient leur place à la table des décisions.

***Donner la priorité*** à l'avancement des droits humains des Roms et des Gens du voyage dans tous les aspects de la vie, et nous engager pleinement dans ce sens.

***Favoriser*** une vie digne avec des logements décents, des soins de santé, une éducation inclusive et de qualité, des emplois et des filets de sécurité pour tous.

***Réformer*** les systèmes dans tous les secteurs pour que l'égalité, la justice et l'inclusion des Roms et des Gens du voyage deviennent une réalité.

***Ne laisser personne de côté*** : veiller à ce que les ressources et les mesures prises profitent aux personnes en situation de pauvreté, isolées ou exclues en raison de la discrimination, quels qu'en soient les motifs.

***Recueillir des informations*** sur la situation des Roms et des Gens du voyage afin d'adapter les mesures prises.



*Une fille jouant dans le lieu de vie informel de Tsairia à Thessalonique, en Grèce.*

**Planifier notre action** à long terme et de façon intelligente, ensemble avec les personnes concernées, en veillant à ce que les politiques et les fonds soient à la hauteur des besoins.

**Faire ce que nous disons** : prendre nos responsabilités, coopérer efficacement, respecter nos engagements et répondre de nos résultats.

**Soutenir** la société civile rom et issue des Gens du voyage pour veiller au respect des droits, favoriser l'autonomisation et, si nécessaire, tenter une action en justice.

**Combattre** et contester la désinformation et la haine ; faire en sorte que les Roms et les Gens du voyage aient rapidement accès à la justice lorsque leurs droits sont violés.

**Cesser** de criminaliser ces communautés, amener les policiers à rendre compte de leurs actes lorsqu'ils ciblent injustement les Roms et les Gens du voyage, et défendre le droit de ceux-ci à un traitement équitable par toutes les autorités.

**Reconnaître**, promouvoir et célébrer l'histoire, la langue et les arts des Roms et des Gens du voyage ; respecter les diverses identités des communautés.

**Soutenir** les Roms et les Gens du voyage : travailler ensemble, surtout avec les femmes et les filles, pour faire progresser l'égalité et la justice dans une Europe où chacun a sa place.

# MÉTHODOLOGIE

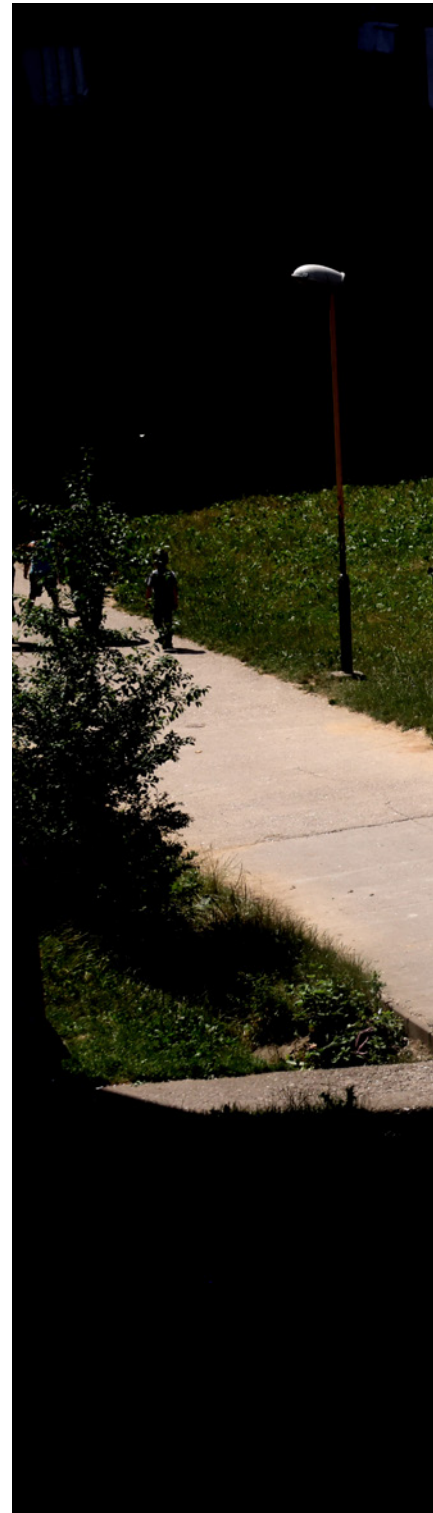
Cet ouvrage présente les observations du Commissaire sur certaines des questions les plus urgentes en matière de droits humains qui concernent les expériences vécues aujourd'hui par les membres des communautés de Roms et de Gens du voyage\*\*. Structuré en sept chapitres narratifs, il examine les principales préoccupations concernant les conditions de vie et le logement, l'éducation, la santé, l'emploi et l'activité, les systèmes policiers et judiciaires, l'histoire, les arts et la culture, ainsi que les mécanismes destinés à assurer la protection dans tous ces domaines et au-delà. Il s'achève par un appel à l'action lancé par le Commissaire.

L'ouvrage s'appuie principalement sur les échanges du Commissaire avec des membres des communautés de Roms et de Gens du voyage, en particulier des femmes et des filles, des défenseurs des droits humains, des autorités locales et centrales, des institutions nationales des droits humains, des organismes de promotion de l'égalité et des institutions de médiation. Ces échanges ont eu lieu entre juin 2024 et avril 2025, lors de visites et de missions dans les États membres du Conseil de l'Europe, et dans le cadre d'autres activités. L'ouvrage livre les réflexions du Commissaire, des récits humains et des témoignages, et exploite des données et des informations qualitatives et quantitatives provenant de statistiques et de rapports officiels, de travaux de recherche et d'autres éléments disponibles dans le domaine public.

Les perspectives du genre, de la jeunesse et de l'intersectionnalité ont été intégrées dans cet ouvrage afin de couvrir au mieux les questions de droits humains qui sont représentatives de différentes identités et cohortes. Le contenu ne prétend pas refléter toutes les situations. Les récits s'appuient sur des expériences vécues par des femmes et des filles issues de communautés de Roms et de Gens du voyage, et sur la force de leur engagement collectif, qui a permis d'amorcer un changement intergénérationnel. L'ouvrage souligne l'autonomisation, la capacité d'action et la résilience des femmes et des filles roms et des Gens du voyage, tout en illustrant leurs préoccupations dans le contexte plus large de l'antitsiganisme et la discrimination auxquels leurs communautés sont confrontées. Une attention spécifique est également accordée au rôle moteur des organisations de la société civile dans la protection des droits des Roms et des Gens du voyage. Les personnes mentionnées dans l'ouvrage sont présentées telles qu'elles se sont identifiées. Certains noms ont été changés dans le texte pour protéger l'identité des personnes concernées et préserver leur vie privée.

L'ouvrage s'accompagne de photographies de l'exposition itinérante organisée par l'Institut européen des arts et de la culture roms (IEACR). Pour accueillir cette exposition, il convient d'en adresser la demande au Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe à l'adresse [commissionerHR@coe.int](mailto:commissionerHR@coe.int).

L'ouvrage a été achevé le 1er septembre 2025. Tous les documents en ligne cités ont été consultés pour la dernière fois à cette date.





*Des enfants jouent dans le quartier de Stará Tehelňa de Prešov, en Slovaquie.*



*Une roulotte traditionnelle à toit bombé dans l'aire d'accueil du parc d'Avila à Dublin, en Irlande.*

# NOTES DE FIN

- \* Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.
- \*\* Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux de l'Organisation dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. La présente note a vocation explicative et ne prétend pas constituer une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.
1. Pour le terme « antitsiganisme », voir la [Recommandation de politique générale n° 13 de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance](#) (ECRI) sur la lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms adoptée le 24 juin 2011 et amendée le 1er décembre 2020. Il est noté que de nombreux Gens du voyage estiment que le terme « antitsiganisme » ne correspond pas à leur expérience personnelle du racisme. Pour l'aspect terminologique, se référer également à « [L'antitsiganisme : causes, prévalence, conséquences, parades envisageables](#) », une étude réalisée à la demande du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM).
  2. Pour le terme « racisme », voir la [Recommandation de politique générale n°7 de l'ECRI sur la législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale](#), adoptée le 12 décembre 2002 et modifiée le 7 décembre 2017.
  3. Pour plus d'informations, voir les [estimations](#) du Conseil de l'Europe, mises à jour le 2 juillet 2012.
  4. Voir Comité européen des droits sociaux (CEDS), [Décision](#) sur la réclamation n° 206/2022, présentée par DEI, FEANTSA, MEDEL, CCOO et Mouvement international ATD Quart Monde c. Espagne, publiée le 26 février 2025.
  5. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [lettre](#) au Premier Ministre de la République de Bulgarie, 5 mai 2025.
  6. Voir Conseil de l'Europe, [La rapporteure du Congrès du Conseil de l'Europe salue l'engagement de Sofia en faveur du logement social dans le cadre de la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne](#), 6 juin 2025.
  7. Voir Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémoire](#) sur la situation des droits humains des Gens du voyage et des Roms en Irlande, 25 février 2025. Voir également Dunja Mijatović, ancienne Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [rapport](#) de visite pays, Royaume-Uni, 9 décembre 2022.
  8. Voir [Recommandation Rec\(2005\)4 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux États membres relative à l'amélioration des conditions de logement des Roms et des Gens du voyage en Europe](#), adoptée le 23 février 2005 ; Nations Unies, Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et ONU Habitat, [Fiche d'information no 21 \(Rev. 1\) : Le droit à un logement convenable](#), 1<sup>er</sup> novembre 2009 et [Fiche d'information n° 25 \(Rev. 1\) : Les expulsions forcées](#), 1<sup>er</sup> mai 2014.
  9. Pour plus d'informations, voir, par exemple, le travail d'ETP Slovensko – Centrum pre udržateľný rozvoj (ETP Slovaquie – Centre pour le développement durable), Building hope at Luník IX – Self-help Construction of family Houses at Luník IX et Projekt DOM.ov, Projects, Kecerovce et d'autres municipalités, Slovaquie ; voir également HERO – Logement et autonomisation des Roms, projet pilote financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) avec des partenaires en Bulgarie, en Roumanie et en Slovaquie, 2021-2025.
  10. Voir subventions de l'EEE et de la Norvège, [The right to a decent life! How the lives of the most disadvantaged community in Cluj-Napoca started to change with the help of Norway Grants](#), 5 septembre 2024.
  11. Voir Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), Coronavirus pandemic in the EU – impact on Roma and Travellers - [Bulletin 5](#), 2020 ; European Roma Rights Centre (ERRC), [Roma Rights in the Time of COVID](#), 2020.
  12. Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, Observation générale N° 14 sur le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint, 2000, [E/C.12/2000/4](#) ; HCDH, [Fiche d'information no 31 : Le droit à la santé](#), 2008 ; Dunja Mijatović, ancienne Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Protéger le droit à la santé grâce à des systèmes de santé inclusifs et résilients accessibles à tous](#), Document thématique, 2021.
  13. Voir [Exposé des motifs](#) de la [Recommandation CM/ Rec\(2024\)1](#) du Comité des Ministres aux États membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, adoptée le 5 avril 2024 (Recommandation CM/ Rec(2024)1).
  14. Voir, entre autres, Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (ACFC), [Cinquième Avis sur l'Irlande](#), adopté le 16 octobre 2024 ;

Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum sur la situation des droits humains des Gens du voyage et des Roms en Irlande](#), 25 février 2025, paragraphe 48.

15. Voir [Behaviour and Attitudes Traveller Community National Survey](#), juillet 2017.
16. Pavee Point Traveller and Roma Centre est une ONG nationale réunissant des Gens du voyage, des Roms et des membres de la population majoritaire qui travaillent aux niveaux local, régional, national et international pour lutter contre les inégalités subies par les Roms et les Gens du voyage et promouvoir les droits humains. Pour plus d'informations, voir : [www.paveepoint.ie](http://www.paveepoint.ie).
17. Civil Rights Defenders, [Environmental racism and Europe's Roma](#), 2023 ; voir également ACFC, [Défis environnementaux et minorités nationales](#), Fiche d'information, 2025.
18. ERRC, [North Macedonia: Victory for Roma in Šuto Orizari following mass complaint about waste pollution](#), 13 mai 2025. L'organisme chargé de l'égalité a constaté que le système de collecte des déchets à Skopje présentait de graves problèmes d'ordre général, mais que la fourniture des services de gestion des déchets était inégale.
19. Voir [Exposé des motifs](#) de la recommandation CM/Rec(2024)1.
20. La Cour européenne des droits de l'homme a établi que la stérilisation sans le consentement éclairé des femmes d'origine rom violait les articles 3 (interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants) et 8 (droit à la protection de la vie privée et familiale) de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). De plus, même dans les cas où le consentement avait été officiellement demandé, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu à un manque de respect flagrant du droit de la victime à l'autonomie et de son choix en tant que patiente, car la façon dont on lui a demandé de consentir avait été de nature à éveiller chez elle des sentiments de peur, d'angoisse et d'infériorité propres à entraîner des souffrances durables (violation de l'article 3, CEDH). La Cour a également disposé que ces incidents n'ayant pas fait l'objet d'une enquête menée avec la célérité et la diligence raisonnable requises, il y avait violation de l'article 3, CEDH. Voir Cour européenne des droits de l'homme [V.C. c. Slovaquie](#), requête no 18968/07, 8 novembre 2011 et Cour européenne des droits de l'homme [I.G. et autres c. Slovaquie](#), requête no 15966/04, 13 novembre 2012.
21. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Lettre au Premier Ministre de la République tchèque](#), 3 décembre 2024.
22. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum sur la situation des droits humains des Gens du voyage et des Roms en Irlande](#), 25 février 2025. Voir également Ministère de la justice de la République slovaque, [Rencontre avec le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe](#), 11 juillet 2024.
23. Voir l'étude réalisée à la demande de la Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres (FEMM) du Parlement européen, [Violences gynécologiques et obstétricales dans l'Union européenne](#), 2024 ; Dunja Mijatović, ancienne Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Santé et droits sexuels et reproductifs en Europe : Progrès et défis](#), 2024 ; Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), [Violences gynécologiques et obstétricales](#), 2019.
24. Voir Lynsey Kavanagh, ['Standing Alongside' and in Solidarity with Traveller Women: Minority Ethnic Women's Narratives of Racialized Obstetric Violence](#), thèse de doctorat, université nationale d'Irlande, Maynooth, 2018.
25. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités des Healthy Regions : <https://www.zdraveregion.eu/>.
26. Voir également Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum sur la situation des droits humains des Roms en République slovaque](#), 25 février 2025, paragraphes 38-43.
27. Cour européenne des droits de l'homme, [Elmazova et autres c. Macédoine du Nord](#), requêtes no 11811/20 et 13550/20, 13 décembre 2022.
28. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum sur la situation des droits humains des Roms et sur les questions liées au droit à un environnement propre et sain en Macédoine du Nord](#), 29 juillet 2025.
29. Voir Document de synthèse par l'ancien Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, [Lutter contre la ségrégation scolaire en Europe par l'éducation inclusive](#), 2017 ; ACFC, [Commentaire thématique no 1 sur l'éducation au regard de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales](#), adopté le 31 mai 2024, révisant et remplaçant le Commentaire thématique n° 1 (2006) (ci-après ACFC, Commentaire thématique n° 1 sur l'éducation).
30. Cour européenne des droits de l'homme, [Salay c. Slovaquie](#), requête n° 29359/22, 27 février 2025. La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre la Slovaquie en 2015 et envoyé un [avis motivé](#) en 2019. Le 19 avril 2023, elle a décidé de traduire la Slovaquie devant la Cour de justice de l'Union européenne au motif qu'elle n'a pas pris de mesures efficaces contre la ségrégation scolaire subie par les enfants roms. À cet égard, voir également [Conclusions de l'avocate générale](#) Mme Čápetá présentées le 1<sup>er</sup> août 2025 dans l'affaire C-799/23, Commission européenne c. République slovaque.

31. Voir Poradňa, [Na ceste k spravodlivosti](#), Príbehy Rómov a Rómov, ktorí sa postavili proti diskriminácii a inému porušovaniu svojich ľudských práv, 2022, pages 28-33.
32. Voir Cour européenne des droits de l'homme, [D.H. et autres c. République tchèque](#), requête n° 57325/00, 13 novembre 2007 ; [Horváth et Kiss c. Hongrie](#), requête n° 11146/11, 29 janvier 2013. Voir également les mesures adoptées au niveau européen : la Commission européenne a ouvert des procédures d'infraction contre la République tchèque [INFR(2014)2174] en 2014 et la Hongrie [INFR(2015)2206] en 2016.
33. Voir ACFC, [Commentaire thématique no 1 sur l'éducation](#) ; Conseil de l'Europe, Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion ; [CDADI, Étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation des enfants roms et issus de la communauté des Gens du voyage](#), 2024.
34. Fundación Secretariado Gitano (FSG), [Only 0.8% of Roma students graduate from university](#), 27 juin 2025.
35. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémoire sur la situation des droits humains des Roms en République slovaque](#), 25 février 2025, paragraphes 37-38.
36. *Ibidem*, paragraphe 39-40.
37. Joint Committee on Key Issues affecting the Traveller Community, [Final Report into inequalities faced by the Traveller Community](#), décembre 2021.
38. Voir également ACFC, [Quatrième Avis sur le Portugal](#), adopté le 28 juin 2019, paragraphes 93-95.
39. ACFC, [Commentaire thématique no 1 sur l'éducation](#), paragraphes 105-111.
40. Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), [Rapport d'évaluation Macédoine du Nord](#), Troisième cycle d'évaluation, 24 mars 2023.
41. À partir de l'année scolaire 2024-2025, les enfants âgés de 4 ans ont droit à une place en maternelle. Ce droit sera étendu aux enfants âgés de 3 ans à compter de l'année scolaire 2025-2026. Voir Eurydice, Slovakia: Ongoing reforms and policy developments, [National reforms in early childhood education and care](#), juin 2024.
42. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de l'ONG Cesta von, y compris le programme OMAMA : <https://cestavon.sk/en/omama/>
43. Voir [l'Irish National Organisation for the Unemployed](#), mentionnant le Central Statistics Office, Census 2022 Profile 7 - Employment, Occupations and Commuting. Voir également Pavee Point Traveller and Roma Centre, [Employment](#).
44. FRA, [Roms et Gens du voyage dans six pays - Enquête](#), 2020, p. 56.
45. Ministère de l'Enfance, de l'Égalité, du Handicap, de l'Intégration et de la Jeunesse, [Survey on People in Ireland's attitude towards diversity](#), septembre 2023.
46. La [campagne](#) « työnimi » a été menée à la demande de l'université des sciences appliquées de Diaconia (Diak), dans le cadre du projet Nevo tiija (Nouvelle ère), promouvant l'emploi pour la minorité rom. À l'issue de la période de suivi de la campagne, une demande de prise de contact a été reçue pour l'un des candidats.
47. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités d'E-Romnja : <https://e-romnja.ro/en/>.
48. Voir ACFC, [Cinquième Avis sur l'Irlande](#) (adopté en octobre 2024), février 2025
49. Voir [Recommandation CM/Rec\(2024\)1](#) et [Exposé des motifs](#) ; ERGO Network, [rapport de recherche sur l'accès des Roms à un emploi décent et durable](#), novembre 2024 ; FRA, [Les Roms dans 10 pays européens](#). Principaux résultats – Enquête sur les Roms 2021 ; FRA, [Roms et Gens du voyage dans six pays - Enquête](#), 2020.
50. Pour plus d'informations, voir EuroCentralAsian Lesbian\* Community (EL\*C), [Research: Lived Realities of Black, Racialized, Roma and Central Asian lesbians\\* in the EU](#), 2025.
51. Roma Foundation for Europe, [The Ten Billion Euro Opportunity: Unlocking the Potential of Roma Youth Report](#), mai 2025 ; ERGO Network, [rapport de recherche sur l'accès des Roms à un emploi décent et durable](#), mai 2024.
52. CEDS, [Revue analytique](#) sur les droits sociaux et la crise du coût de la vie, p. 54.
53. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de l'Initiative pour le développement économique des Roms (REDI) : <https://redi-ngo.eu/about-redi-2/>.
54. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de Voice of Romni : <https://voicefromni.com.ua/en/>.
55. Le tribunal de district de Pirkanmaa, 29 mars 2023, décisions L 758/2022/458 et L 758/2022/455 – confirmées par la cour d'appel de Turku, 16 janvier 2025, arrêts 31 et 32, numéros d'affaires S 23/729 et S 23/730.
56. Voir, par exemple, les [activités de coopération](#) de People in Peril avec les employeurs privés. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de People in Peril : <https://clovekvochrozeni.sk/what-%20we%20-%20do/social-%20integration-programs/>.
57. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de FSG : [www.gitanos.org](http://www.gitanos.org).
58. Pour plus d'informations, voir FSG, [Accéder Programme](#) : [https://www.gitanos.org/que\\_hacemos/empleo/programa\\_acceder/](https://www.gitanos.org/que_hacemos/empleo/programa_acceder/).

59. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Roms en Grèce, 3 juin 2025, paragraphe 38.
60. ECRI, [Recommandation de politique générale n°11 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police](#), adoptée le 29 juin 2007 ; Dunja Mijatović, ancienne Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Le profilage ethnique : une pratique persistante en Europe](#), Carnet des droits de l'homme, 9 mai 2019.
61. Amnesty International, [Une quarantaine stigmatisante pour les Roms en Slovaquie et en Bulgarie](#), 17 avril 2020 ; ERRC, [Roma rights in the time of COVID](#), septembre 2020 et [Brutal and bigoted: policing Roma in the EU](#), mai 2022.
62. Voir Cour européenne des droits de l'homme, [Lingurar c. Roumanie](#), requête n° 48474/14, 16 avril 2019, paragraphes 76, 80 ; ECRI, [Déclaration sur les abus policiers à caractère raciste, notamment le profilage racial et le racisme systémique](#) (adoptée par l'ECRI lors de sa 82<sup>e</sup> réunion plénière, 30 juin-2 juillet 2020) ; APCE, [résolution 2523 \(2023\) Racisme institutionnel des forces de l'ordre à l'encontre des Roms et des Gens du voyage](#), novembre 2023.
63. Voir ECRI, [Recommandation de politique générale n°11 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police](#), adoptée le 29 juin 2007.
64. Voir Ombudsman anti-discrimination, [Non-Discrimination Ombudsman's recommendations to the Helsinki Police Department regarding discriminatory Kuri1 operation against the Roma](#), 14 mai 2024.
65. Cour européenne des droits de l'homme, [R.R. et R.D. v. Slovaquie](#), requête n° 20649/18, 1<sup>er</sup> septembre 2020.
66. Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Roms en République slovaque, 25 février 2025 ; voir également [Communication](#) de l'ONG Poradňa et du ERRC sur le groupe d'affaires de R.R. et R.D. c. Slovaquie (requête n° 20649/18), présentée au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, 19 juillet 2024.
67. Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Roms en Grèce, 3 juin 2025.
68. Sindy Joyce, Olive O'Reilly, Margaret O'Brien, David Joyce, Jennifer Schweppe et Amanda Haynes, [Irish Traveller's Access to Justice](#), European Centre for the Study of Hate, 2022.
69. Pour plus d'informations, voir réseau SYNERGY contre la violence sexiste et domestique, [How to take into account the rights and needs of Roma women when working to prevent and combat gender-based violence Handbook](#), décembre 2023 ; Bojana Netkova, Maria Metodieva, Christos Iliadis, Tiziana Barrucci, Crina Marina Muresanu, [Research on the barriers of Roma Women's Access to Justice in four countries: Bulgaria, Greece, Italy and Romania](#), publié par le Conseil de l'Europe dans le cadre du programme conjoint UE/CdE JUSTROM, août 2022.
70. ERRC, [Femicide in North Macedonia: Romani women's network condemns state's failure to protect](#), 8 mai 2025.
71. Fair Trials, en partenariat avec APADOR-CH (Roumanie), Comité Helsinki de Bulgarie, Comité Helsinki hongrois, et Rights International Spain, [Uncovering anti-Roma discrimination in criminal justice systems in Europe](#), décembre 2020 ; ERRC, [Brutal and bigoted: policing Roma in the EU](#), mai 2022.
72. Voir Joint Committee on Key Issues affecting the Traveller Community, [Report on Travellers' Experience of the Justice System](#), 6 novembre 2024, mentionnant les chiffres de l'administration pénitentiaire irlandaise de 2017 ; Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Gens du voyage et des Roms en Irlande, 25 février 2025.
73. ERRC en partenariat avec Fair Trials : [Justice denied: Roma in the criminal justice system](#), mars 2022.
74. Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), [Report to the Government of North Macedonia](#), 15 mai 2024.
75. ERRC, [North Macedonia to Pay Settlement to Families of Roma who Died in Prisons](#), 12 février 2021, et [Victory for Roma: Macedonia Agrees to Pay Compensation for Roma Prison Death](#), 15 juin 2017.
76. Voir Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Roms en Grèce, 3 juin 2025, paragraphe 38.
77. Voir Conseil de l'Europe, [Mémoire de l'Holocauste](#).
78. Voir Conseil de l'Europe, [page web Génocide des Roms et Roms et Gens du voyage – Fiches d'information sur l'histoire des Roms et Roms et Gens du voyage – Fiches d'information sur l'histoire des Roms](#).
79. Pour plus d'informations, voir Centre de documentation et de culture des Sintés et des Roms allemands, [Permanent Exhibition on the Holocaust against the Sinti and Roma in Heidelberg](#) (Allemagne).
80. Journée européenne de commémoration de l'Holocauste pour les Roms et les Sintés, [No appropriate compensation for Sinti and Roma persecuted by the Nazi regime](#).
81. Centre de documentation et de culture des Sintés et des Roms allemands, [45 years of Civil Rights Movement of German Sinti and Roma](#), 2017

82. Voir Journée européenne de commémoration de l'Holocauste pour les Roms et les Sintés, [The recognition of the Nazi genocide of the Sinti and Roma](#) ; Conseil de l'Europe, Génocide des Roms, ressources de pays : [Germany - Recognition of the Roma Genocide - Roma Genocide](#).
83. [Résolution](#) du Parlement européen : Journée internationale des Roms - antitsiganisme en Europe et reconnaissance par l'UE de la journée de commémoration du génocide des Roms durant la Seconde Guerre mondiale, 15 avril 2015.
84. Voir Conseil de l'Europe, [Fiches d'information sur l'histoire des roms](#), Fiche no 2.2 Wallachie et Moldavie.
85. Voir Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Mémorandum](#) sur la situation des droits humains des Gens du voyage et des Roms en Irlande, 25 février 2025 ; National Council for Curriculum and Assessment (Irlande), [Traveller culture and history research report](#), février 2023.
86. Bronisława Wajs (1908-1987), communément connue sous son nom romani de Papusza, était une poétesse et chanteuse classique rom polonaise. Ceija Stojka (1933-2013) était une écrivaine autrichienne, également artiste, chanteuse, militante et rescapée des camps de concentration d'Auschwitz, de Ravensbrück et de Bergen-Belsen.
87. Pour plus d'informations, voir la mission et les activités de l'IEACR : <https://eriac.org/about-eriac/>.
88. Voir Conseil de l'Europe, [Fiches d'information sur l'histoire des Roms](#), Fiche n° 6.2 Institutionnalisation et émancipation.
89. Voir [#SUKARIPE: A campaign to combat antigypsyism](#) (Grèce). Cette activité a été lancée dans le cadre du programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe [Equality and Freedom from Discrimination for Roma](#) (EQUIROM). Le programme, qui s'étend jusqu'en 2024, vise à prévenir et combattre l'antitsiganisme et la discrimination, ainsi que promouvoir l'égalité pour les Roms en Bulgarie, en Grèce, en Roumanie et en Italie.
90. Voir [Romanikulttuurin museo](#), Helsinki (Finlande).
91. Voir Conseil de l'Europe, la [Déclaration](#) de Strasbourg sur les Roms, Réunion à haut niveau, 20 octobre 2010 ; [Plan d'action thématique du Conseil de l'Europe sur l'intégration des Roms et des Gens du voyage \(2016-2019\)](#) ; [Plan d'action stratégique du Conseil de l'Europe sur l'intégration des Roms et des Gens du voyage \(2020-2025\)](#) ; une nouvelle stratégie du Conseil de l'Europe pour l'inclusion des Roms et des Gens du voyage (2026-2030) doit également être adoptée. Voir également la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions [L'intégration sociale et économique des Roms en Europe](#), avril 2010 ; le [Cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms pour la période allant jusqu'à 2020](#) et le [Cadre stratégique de l'UE 2020-2030 pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms](#). Dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, les pays des Balkans occidentaux se sont engagés à harmoniser ces efforts : en juillet 2019, la [Déclaration des partenaires des Balkans occidentaux sur l'intégration des Roms dans le cadre du processus d'élargissement de l'UE](#), telle qu'adoptée dans le cadre du Processus de Berlin.
92. Les programmes conjoints UE-CdE englobent [ROMED](#), [JUSTROM](#), [INSCHOOL](#), [ROMACT](#), [ROMACTED](#), [EQUIROM](#), [Roma Integration III](#) et [Roma Holocaust Remembrance and Education - RomaMemory](#). La Division des Roms et Gens du voyage du Conseil de l'Europe est le principal organe de mise en œuvre de ces programmes conjoints.
93. Voir la mission et les activités de l'European Network on Roma Equality under EU Funds (EURoma) : <https://www.euromanet.eu/>
94. Voir Cour européenne des droits de l'homme, [Fiche thématique – Roms et Gens du voyage](#), octobre 2024.
95. Voir également Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Michael O'Flaherty, [Shout-out, le gel de l'aide américaine laisse un vide. L'Europe doit le combler](#), février 2025.
96. Voir Roma Civil Monitor (2024) [Examples of successful housing desegregation as a precondition of Roma integration](#). Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg. Publié par Marek Hojsik.
97. Bureau de l'Ombudsman pour les droits de l'enfant (Ombudsman for Children's Office [OCO]), [No End in Site; An investigation into the living conditions of children living on a local authority site](#), mai 2021 ; Voir aussi OCO, [No End In Site: 2024 Update](#), octobre 2024.
98. Commission pour la prévention de la discrimination et la protection contre la discrimination, [Rapport sur la discrimination](#) multiple et intersectionnelle à l'égard des femmes et des filles roms dans l'accès à la justice, juin 2025.
99. Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, [Le partenariat avec les organismes nationaux de défense des droits humains et d'égalité est essentiel pour faire progresser les objectifs communs en matière de droits humains](#), 17 octobre 2024.
100. Voir Conseil de l'Europe, [Journée internationale des Roms](#), 8 avril 2025.
101. Voir Nations Unies, Valeurs universelles, [Principe 2 : Ne laisser personne de côté](#).



*Mon rêve pour les femmes et les filles roms d'aujourd'hui et des futures générations est qu'elles puissent vivre pleinement leur vie sans devoir constamment faire leurs preuves.*

*Je rêve d'un monde où une fille rom pourra entrer dans une salle de classe et être considérée comme une élève prometteuse. Où elle pourra rêver de devenir médecin, artiste, dirigeante, sans devoir franchir dix fois plus d'obstacles pour n'avancer que de moitié.*

*Où elle pourra ouvrir un livre et lire le récit de son histoire racontée avec dignité et pas occultée.*

*Je veux que les filles roms sachent que leur identité est source de pouvoir, pas de honte. Qu'elles perpétuent un héritage de force, de survie, de créativité, et de beauté. Je veux qu'elles grandissent dans une société qui les honore, les protège, et leur donne l'espace nécessaire pour se définir elles-mêmes, sans crainte.*

Alina Șerban  
Actrice, cinéaste et ARTiviste rom roumaine



Douze millions de Roms et de Gens du voyage vivent actuellement en Europe, dont six millions dans l'Union européenne. Leurs voix sont fortes et claires, en particulier celles des femmes et des filles. Elles réclament l'égalité des droits et des chances, luttent pour la justice, défendent leurs propres droits et ceux d'autres personnes qui ont été rejetées aux marges de la société. Elles s'émancipent, jettent des ponts, et apportent un soutien lorsque les systèmes échouent. Ensemble, elles s'efforcent de construire un avenir où chacune et chacun a sa place.

Pourtant, leurs voix restent souvent ignorées, exclues des tables de décisions, non respectées ni écoutées. Dans beaucoup trop d'endroits, elles sont confrontées à une haine et à une discrimination féroces.

Afin de mieux défendre les droits humains des Roms et des Gens du voyage, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Michael O'Flaherty, a passé une grande partie des années 2024 et 2025 à parcourir l'Europe pour leur rendre visite et les rencontrer. Le présent ouvrage est le récit de ces rencontres. Il décrit ce qu'il a vu et entendu. Ce livre est également un appel au réveil de chaque citoyen du continent afin de contribuer à construire une Europe pour tous.

Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe promeut la prise de conscience et le respect effectif des droits humains dans les 46 États membres de l'Organisation. Michael O'Flaherty a entamé son mandat de six ans en avril 2024.



[www.commissioner.coe.int](http://www.commissioner.coe.int)



PREMS 005326

FRA

[www.coe.int](http://www.coe.int)

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en oeuvre de la Convention dans les États membres.

<https://book.coe.int>

ISBN 978-92-871-9665-1  
€7,50 / US\$15



9 789287 196651



COMMISSIONER  
FOR HUMAN RIGHTS

COMMISSAIRE AUX  
DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE